

RAPPORT N° 16 *24 avril 2007*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
relatif aux comptes 2006 de la Caisse de
prévoyance du personnel de l'Etat

Nous vous soumettons ci-joint les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2006.

Nous vous prions de prendre acte du rapport de gestion et vous invitons à approuver les comptes qui vous sont présentés.

Table des matières

1. Rapport de gestion
2. Bilan et comptes d'exploitation
3. Annexe aux comptes annuels
4. Bilan technique
5. Rapport de l'organe de contrôle

BERICHT Nr. 16 *24. April 2007*
des Staatsrats an den Grossen Rat
über die Jahresrechnung 2006 der
Pensionskasse des Staatspersonals

Wir unterbreiten Ihnen die Jahresrechnung der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg für das Jahr 2006.

Wir bitten Sie, vom Verwaltungsbericht Kenntnis zu nehmen und die Jahresrechnung zu genehmigen.

Inhaltsverzeichnis

1. Verwaltungsbericht
2. Jahresrechnungen
3. Anhang zur Jahresrechnung
4. Bilan technique (Technische Bilanz, nur auf Französisch)
5. Rapport de l'organe de contrôle (Kontrollstellenbericht, nur auf Französisch)

Rapport de gestion de la CPPEF relatif à l'exercice 2006

Statut juridique et organisation

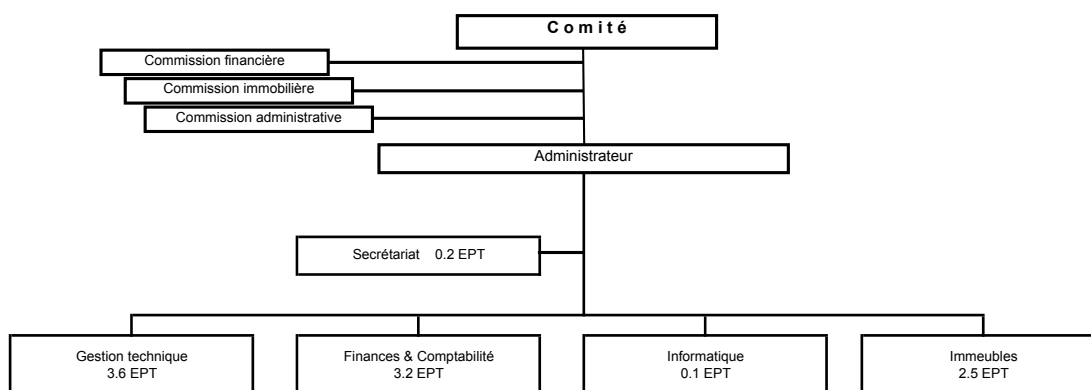
La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et a une administration séparée de celle de l'Etat. Elle est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance des fondations du Canton de Fribourg.

Son activité est régie par la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP) du 29 septembre 1993 et diverses ordonnances qui ont vu le jour depuis 1993.

La CPPEF a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès. Outre le personnel de l'Etat et des établissements de l'Etat, sont également affiliées des communes et des associations qui exercent une activité publique liée étroitement à l'Etat. Ces institutions externes étaient au nombre de 51 à fin décembre 2006 en plus de l'Etat de Fribourg. Le régime de l'affiliation des assurés à la Caisse est fonction de leur durée d'engagement: les assurés ayant un contrat de travail supérieur à une année sont automatiquement assurés dans le régime de pensions (prestations sur-obligatoires); les assurés dont la durée d'engagement est inférieure à une année sont assurés dans le régime minimal LPP, régime dont les prestations sont légèrement supérieures à celles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle.

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres dont six sont des représentants de l'Etat et six des représentants des salariés. Le Comité a également constitué trois commissions (financière, immobilière et administrative), composées de membres du Comité et appuyées par des spécialistes externes au Comité. Au cours de l'année écoulée, le Comité a tenu 13 séances, ainsi qu'une journée entière consacrée exclusivement à sa formation. A celles-ci s'ajoutent les réunions mensuelles des Commissions et des délégations spéciales dans lesquelles les membres du Comité ont représenté la Caisse.

L'administration de la Caisse à fin 2006 se présente comme suit (12 personnes au total pour 10,7 équivalents plein temps - EPT) :



Le nombre d'assurés actifs, toujours en progression constante a augmenté de quelque 2 % pour atteindre le nombre de 14'109. Cet accroissement ne prend pas en compte l'affiliation, au 1^{er} janvier 2007, des assurés du Réseau hospitalier fribourgeois. Quant aux bénéficiaires de rentes, leur progression a été de 5,4 % (3'203 au 31.12.2006). Le personnel de la gestion technique est resté stable avec un effectif de moins de quatre

personnes (3,6 EPT). Le groupe est toutefois appuyé par une collaboratrice du « groupe finances et comptabilité » où la rationalisation des tâches (affinement et mise au point minutieuse de l'interface comptable) a permis de dégager une certaine capacité de travail. Tous dossiers confondus, chaque collaboratrice gère en moyenne plus de 4'500 dossiers.

Les deux collaborateurs techniques spécialisés dans l'immobilier traitent les affaires courantes, tant au niveau de la gestion des locations, que des problèmes ayant trait aux constructions nouvelles ou en cours. Ils sont appuyés dans leur travail par une collaboratrice administrative (2,5 EPT au total).

Les affaires financières et comptables sont traitées par quatre personnes (représentant 3,2 EPT). Leurs activités comprennent les tâches principales suivantes :

- contrôle de la gestion des titres placés auprès des différents mandataires
- tableau mensuel des performances de tous les mandataires
- gestion de toute la trésorerie et des flux financiers liés à la gestion des immeubles
- tenue de la comptabilité générale de la Caisse (notamment les encaissements des cotisations, les paiements de toutes les prestations, ...)

Système financier

Les systèmes financiers mixtes, propres aux institutions de prévoyance de droit public, combinent le système financier de la répartition, du même type que celui de l'AVS (financement direct des prestations par les cotisations), et le système financier de la capitalisation (accumulation de la valeur actualisée des rentes à servir dans le futur), qui est plus spécifique à la prévoyance professionnelle. Dans la mesure où les cotisations sont correctement calculées par rapport aux prestations, un financement mixte n'induit pas en soi une situation de découvert, dès lors que la part non capitalisée des prestations est alimentée par lesdites cotisations. La LPP autorise ce mode de financement à l'égard des institutions de droit public compte tenu de leur pérennité fondée sur la garantie des prestations fournie par les collectivités publiques. Au niveau fédéral, l'initiative déposée par le conseiller national Beck (l'initiative propose l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 69 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), dans le but de mettre fin à la possibilité offerte aux institutions de prévoyance des corporations de droit public de déroger au principe du bilan en caisse fermée, c'est-à-dire d'avoir un degré de couverture inférieur à 100%) a été traitée par la Chambre du peuple le 28 février 2005 qui a décidé d'y donner suite. On s'achemine vraisemblablement vers une situation où les caisses de droit public auront l'obligation d'avoir un degré de couverture minimum. En comparaison avec d'autres institutions de droit public, la CPPEF se trouve dans une situation où, en fonction du degré de couverture minimum qui sera fixé, aucune mesure particulière ne devrait être prise. A ce jour, un rapport d'experts mandatés par le Conseil fédéral a été établi, mais non publié. La CPPEF n'a pu, dès lors, prendre position sur ce document.

Sur le long terme, le système financier de la répartition a pour avantage d'être peu sensible aux périodes de forte inflation, alors que celui de la capitalisation se distingue par une vulnérabilité moindre envers l'augmentation de l'espérance de vie, appelée longévité. Dans cette optique, un système de financement mixte a le mérite de chercher un équilibre entre les avantages et les inconvénients des deux modèles précités.

Dans le cas de la Caisse, un appel à la garantie de l'Etat n'entre pas en considération au regard de la santé financière actuelle de l'institution, dont les engagements de prévoyance sont capitalisés à hauteur de 90,6 % au 31.12.2006.

Révision LPP au 1^{er} janvier 2006

L'année 2006 a vu la mise en place du troisième et dernier paquet des mesures relatives à la première révision LPP, appelé aussi paquet fiscal relatif à la LPP.

Résultats financiers et revalorisation

Sur le plan financier, l'exercice 2006 fut bénéficiaire et a permis de dégager un excédent financier net de plus 24,6 millions de francs. Ce résultat prend déjà en compte la revalorisation de 3 % de la somme des salaires assurés (soit 31,5 millions de francs) octroyée au 1^{er} janvier de cette année et figurant sous la forme d'une provision technique dans le bilan.

Actifs : titres et immeubles - Réserves de fluctuation de valeurs

A la fin 2006, la CPPEF gérait des actifs s'élevant au bilan à 2'398 millions de francs, soit une progression de 8,6 % par rapport à l'exercice précédent.

Titres

Après un exercice 2005 que l'on pouvait qualifier de record, de grandes questions se posaient au début 2006, pour savoir quelle serait l'évolution des marchés après une année si favorable. Finalement, l'exercice 2006 fut positif. Cela s'explique en partie par une bonne performance du marché des actions suisses (SMI + 16,1 %) et étrangères (EuroStoxx + 14,4 %). Sur le marché des obligations étrangères, la performance a été péjorée par une appréciation de l'euro vis-à-vis du franc suisse, si bien que la performance finale affiche une valeur négative de l'indice de -1,72 %. Seul le segment « haut rendement » de ce portefeuille (+ 5,28 %) tire son épingle du jeu.

Immobilier

La performance du parc immobilier de 4,90 % reflète les efforts entrepris pour augmenter la rentabilité du parc existant, notamment par l'acquisition de nouveaux immeubles répondant en tous points aux exigences de rentabilité minimale fixées par le Comité. La politique appliquée jusque là, à savoir la construction d'immeubles dans le canton sur les terrains dont la Caisse est propriétaire, a été poursuivie. En 2006, elle a terminé et mis sur le marché immobilier fribourgeois 42 appartements répartis comme suit :

Estavayer-le-Lac, route de la Ferme: 20 appartements et 55 m² de surface commerciale
Bulle, ch. du Repou: 22 appartements

Il est à relever que la Caisse a, dans sa politique de diversification et de meilleure répartition du risque, poursuivi l'acquisition d'objets se situant hors du canton de Fribourg (deux immeubles à Kehrsatz totalisant 55 appartements). Dans le canton, elle a également acquis un immeuble à la rue St-Pierre à Fribourg, immeuble destiné à abriter à terme les locaux de la Caisse de prévoyance ainsi qu'un immeuble à la rue Guillimann (26 logements). De plus, elle a acquis un immeuble à Grolley et un autre à Fétigny (19 appartements au total). Elle est également devenue propriétaire de cinq immeubles à usage locatifs à Châtel-St-Denis, sis route du Lac Lussy (totalisant 79 appartements). La liste des régies s'occupant de nos immeubles se trouve dans l'annexe aux comptes (voir ci-après).

A la fin de l'exercice 2005, mais surtout durant l'exercice 2006, la Caisse s'est séparée des immeubles suivants, lesquels ne correspondaient plus à nos critères :

- Tavel, Thunstrasse 1
- Misery, La Résidence 2
- Domdidier, rte des Vuarines 52

- Posieux, route des Ecoles 5
- Posieux, terrain sis route des Ecoles
- Estavayer, rue du Camus 6 et rue du Four 12

Comme par le passé, la politique financière menée par la CPPEF est une politique prudente, soumise au contrôle d'un consultant externe. Celui-ci conseille la CPPEF dans la mise en place d'une stratégie d'allocation des moyens et examine régulièrement la capacité de la CPPEF à mener cette politique. A l'exception des placements passifs effectués et surveillés directement par la Caisse (par le biais de sa Commission financière), tous les placements financiers étaient, en 2006, attribués en mandats directs auprès d'établissements financiers (voir le détail dans l'annexe aux comptes).

Réserves de fluctuation de valeurs

Le nouvel article 48^e de l'OPP 2 exige que l'institution de prévoyance fixe dans un règlement les règles pour la constitution des réserves de fluctuation ainsi que pour les autres réserves. Toutefois, la RPC 26 ne permet la constitution de réserves de fluctuation que si l'institution dispose d'un degré de couverture d'au moins 100 %, ce qui n'est pas le cas de la CPPEF. Vu cette situation, la Caisse doit indiquer dans ses annexes les réserves théoriques sur lesquelles elle s'est basée pour établir son allocation tactique. Partant de cette obligation légale et sur la base des recommandations du consultant de la Caisse, il a été défini qu'elle devrait disposer, en fonction de sa politique de placement, d'une réserve de l'ordre de 136,8 millions de francs sur la base des placements existants à fin 2006. Cette somme correspond au montant minimum à avoir à disposition pour absorber une forte baisse du marché sur une année.

Passifs : engagements envers les assurés

Les engagements de la CPPEF sont les suivants :

- les prestations de libre passage des assurés actifs, soit 1'484'688'252 francs; elles représentent le montant que la Caisse serait amenée à payer si l'ensemble des affiliés actifs quittait leur emploi au 31.12.2006. Ce montant est en augmentation de 5,75 % ou de quelque 81 mios de francs par rapport à l'exercice précédent. Il comprend le coût plus élevé des prestations qui reviennent à l'assuré. Il est à noter que cette somme est aussi financée en partie par l'assuré lui-même dans le cadre de l'évolution de son salaire. Dans ce montant figurent également les admissions et les démissions effectuées durant l'année en cours ainsi qu'une revalorisation de 4 % qui a été portée sur la somme des salaires assurés des collaboratrices et collaborateurs au 1^{er} janvier 2006 ;
- la valeur actuelle des pensions en cours, soit 1'119'030'097 francs (dont 26'113'610 francs au titre de provision de longévité); cette valeur correspond à l'engagement total envers les bénéficiaires de pensions jusqu'à l'extinction théorique de leur droit. Cette valeur actuelle est à mettre en rapport avec le montant des réserves mathématiques indiqué dans le bilan au 31.12.2005 de 1'030'674'760 francs. L'augmentation de quelque 88 mios de francs ou 8,6 % s'explique par les éléments suivants :
 - o l'indexation de l'ensemble des pensions et rentes (1 % au 1.1.2006) ;
 - o l'accroissement substantiel du nombre de cas d'invalidité et aux rentes servies plus élevées ;
 - o la longévité accrue des pensionnés ;
 - o l'augmentation des réserves mathématiques pour les retraités (augmentation de leur nombre, moyenne d'âge plus basse et pension moyenne plus élevée).

Degré de couverture – Degré d'équilibre - Garantie de l'Etat

Le degré de couverture de la Caisse a progressé de 89,0 % à 90,6 %. Le degré d'équilibre, qui correspond au rapport entre la fortune nette et le capital nécessaire à la couverture des rentes en cours jusqu'à leur extinction, se situait au 31.12.2006 à environ 214 % (sans prendre en considération la réserve de fluctuation de valeurs). Grâce à un exercice financier favorable 2006, la garantie de l'Etat de Fribourg est passée de quelque 271 millions de francs à environ 246 millions de francs, soit en baisse de 8 %. La garantie de l'Etat sert à couvrir les engagements de la CPPEF envers les assurés actifs.

Révision de la loi

Nous avons évoqué dans le rapport de gestion 2005 les travaux de révision de la loi sur la Caisse de prévoyance. A ce jour, des avant-projets de loi et de règlements ont vu le jour et le Comité a déjà procédé à une première lecture d'une partie de ces documents. Compte tenu de l'avancement des travaux et de la complexité de la tâche, de la mise en consultation de tous les documents (y compris des règlements de la compétence du Conseil d'Etat) dans les versions françaises et allemandes, le Comité espère être prêt pour le deuxième semestre de cette année. Le Grand Conseil devrait être saisi du dossier en 2008, avec une entrée en vigueur prévisible de la nouvelle loi au 1^{er} janvier 2009.

CAISSE DE PREVOYANCE DU
PERSONNEL DE L'ETAT

C. Lässer, Président
C. Schafer, Administrateur

Fribourg, 21.03.2007

COMPTES DES EXERCICES 2006 ET 2005

BILAN	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>
	CHF	CHF
ACTIF		
Placements	2'398'118'896	2'208'235'010
Liquidités et placements monétaires	571'059'488	501'332'566
Liquidités d'exploitation	505'776	4'210'835
Liquidités pour placements	42'781'345	64'039'856
Placements à terme	180'941'497	330'852'609
Prêts	316'886'603	84'926'186
Dépôts fiduciaires	29'151'979	14'588'271
Fonds de placement monétaires	1'487'126	3'070'475
Change à terme	-694'838	-355'665
Créances	6'818'804	6'770'672
Impôts anticipé et à la source	3'346'393	3'012'659
Contributions employeurs	1'845'467	2'414'568
Contributions assurés	397'577	402'330
Comptes courants	1'207'657	865'426
Débiteurs divers	21'710	75'689
Titres	941'113'900	882'158'491
Placements obligataires	365'369'282	309'856'426
Obligations suisses	93'757'322	53'791'100
Obligations étrangères	271'611'960	256'065'326
Transitoires sur titres (intérêts courus)	6'393'101	5'684'540
Actions et participations	569'351'517	566'617'525
Actions suisses	251'996'093	255'265'332
Actions étrangères	313'547'037	307'543'806
Participations	3'808'387	3'808'387
Immobilisations	668'819'204	607'665'781
Immeubles	668'315'527	607'236'167
Immeubles construits	636'511'961	526'350'537
Immeubles en mise en valeur	11'317'615	0
Terrains à bâtir	14'152'421	18'779'347
Immeubles en construction	4'433'732	55'624'897
Rénovations	1'899'798	6'481'386
Transitoires sur immeubles	503'677	429'613
Prêts aux employeurs	210'307'500	210'307'500
Prêts à terme à l'Etat	210'000'000	210'000'000
Intérêts courus sur prêts à l'Etat	307'500	307'500
Comptes de régularisation de l'actif	28'896	25'684
TOTAL DE L'ACTIF	<u>2'398'147'792</u>	<u>2'208'260'694</u>

COMPTES DES EXERCICES 2006 ET 2005

BILAN	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>
	CHF	CHF
PASSIF		
Dettes	7'381'447	5'868'697
Prestations de libre passage et rentes	2'856'976	1'388'358
Autres dettes	4'524'471	4'480'338
Créanciers	3'071'804	2'716'946
Comptes courants	376'004	738'323
Fonds de Garantie	1'076'663	1'025'070
Comptes de régularisation du passif (passifs transitoires)	1'868'459	2'010'293
Passifs transitoires	33'626	95'086
Passifs transitoires sur titres	179'384	175'756
Passifs transitoires sur immeubles	1'655'449	1'739'451
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	2'635'214'327	2'471'276'929
Capital de prévoyance des assurés actifs	1'484'688'252	1'403'915'912
Prestations de libre passage des assurés actifs	1'477'636'848	1'397'604'626
Avoirs de vieillesse des assurés actifs du régime LPP	7'051'404	6'311'286
Capital de prévoyance des bénéficiaires	1'119'030'097	1'030'674'760
Valeur actuarielle des pensions en cours	1'112'065'836	1'023'827'550
Valeur actuarielle des rentes en cours du régime LPP	6'964'261	6'847'210
Provisions techniques (revalorisation de la somme des salaires assurés)	31'495'978	36'686'257
Découvert technique	-246'316'441	-270'895'225
Découvert technique: situation en début de période	-270'895'225	-444'507'154
Excédent de produits / (Excédent de charges)	24'578'784	72'641'564
Première application de la Swiss Gaap RPC26	0	100'970'365
Adaptation des immeubles aux valeurs actuelles	0	-4'890'872
Dissolution de la provision pour rénovations d'immeubles	0	25'349'120
Dissolution réserves latentes sur participations	0	1'427'556
Dissolution provision mise au nominal des obligations	0	12'283'671
Dissolution réserve de fluctuations cours et changes	0	20'000'000
Dissolution réserve sur immeubles	0	40'000'000
Dissolution provision régime LPP	0	6'800'890
TOTAL DU PASSIF	<u>2'398'147'792</u>	<u>2'208'260'694</u>

COMPTES DES EXERCICES 2006 ET 2005

COMPTE D'EXPLOITATION	2006 CHF	2005 CHF
Cotisations et apports ordinaires	154'117'107	148'603'637
Cotisations des salariés	59'979'651	57'582'409
Cotisations des employeurs	85'954'560	82'530'927
Cotisations supplémentaires des salariés	491'504	409'926
Rachats	7'691'392	8'080'375
Prestations d'entrée	29'936'665	46'156'683
Apports de libre passage	29'482'203	45'504'216
Remboursements de versements anticipés pour l'EPL	454'462	652'467
<i>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</i>	184'053'772	194'760'320
Prestations réglementaires	-95'324'692	-88'581'182
Rentes de vieillesse	-70'852'947	-64'863'331
Rentes de survivants	-14'412'983	-14'524'829
Rentes d'invalidité	-8'070'165	-7'720'785
Autres prestations réglementaires	-90'300	-51'600
Prestations en capital à la retraite	-1'898'297	-1'420'636
Prestations de sortie	-43'305'659	-38'574'183
Prestations de libre passage en cas de sortie	-30'558'856	-23'233'177
Versements anticipés pour l'EPL/divorce	-12'746'803	-15'341'006
<i>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</i>	-138'630'351	-127'155'364
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques	-163'937'398	-199'784'658
Constitution de capitaux de prévoyance des assurés actifs	-44'086'082	-98'887'766
Constitution de capitaux de prévoyance des bénéficiaires	-88'355'337	-64'210'635
Constitution de provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	-31'495'979	-36'686'257
Charges d'assurances	-1'076'663	-1'025'070
Cotisations au Fonds de garantie	-1'076'663	-1'025'070
<i>Résultat net de l'activité d'assurance</i>	-119'590'640	-133'204'772
Résultat net des placements	145'672'722	207'773'323
Résultat net des liquidités	7'726'309	6'115'124
Résultat net des placements obligataires	5'174'828	21'241'264
Résultat net des actions et participations	97'595'517	150'855'008
Résultat net des immeubles	32'641'225	27'180'870
Intérêts sur prêts à l'employeur	7'337'500	7'337'500
Frais d'administration des placements	-4'802'657	-4'956'444
Autres produits	107'702	110'957
Produits de prestations fournies	107'451	110'484
Produits divers	251	473
Autres frais	-13'292	-2'449
Frais d'administration	-1'597'708	-2'035'494
<i>Excédent de produits</i>	24'578'784	72'641'564

COMPTES D'EXPLOITATION CONDENSES DES EXERCICES 2006 ET 2005

RUBRIQUES	REGIME PENSIONS		REGIME LPP		TOTAL	
	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	181'096'594	191'636'613	2'957'178	3'123'707	184'053'772	194'760'320
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	-136'160'649	-124'067'033	-2'469'702	-3'088'332	-138'630'351	-127'155'364
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance	-163'080'229	-199'011'523	-857'169	-773'135	-163'937'398	-199'784'658
Contributions au Fonds de Garantie	-1'059'266	-1'008'293	-17'397	-16'777	-1'076'663	-1'025'070
Résultat net de l'activité d'assurance	-119'203'550	-132'450'235	-387'090	-754'537	-119'590'640	-133'204'772
Résultat net des placements					145'672'722	207'773'323
Autres produits					107'702	110'957
Autres frais					-13'292	-2'449
Frais d'administration					-1'597'708	-2'035'494
Excédent de produits					24'578'784	72'641'564

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. Bases et organisation

I.1. Forme juridique et but

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et est pourvue d'une administration séparée de celle de l'Etat. Son but est d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès.

I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP

La CPPEF est enregistrée au registre de la prévoyance professionnelle auprès du Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du canton de Fribourg.

De plus, elle est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

I.3. Indications des actes et des règlements

L'activité de la CPPEF est régie par :

a) Dispositions légales

- Loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP) du 29 septembre 1993, modifiée partiellement par les lois du 2 octobre 1996, du 17 septembre 1997, du 17 octobre 2001 et par les ordonnances du 22 mars 2005 du Conseil d'Etat du canton de Fribourg
- Divers arrêtés du Conseil d'Etat du canton de Fribourg

b) Réglementation interne

- Règlement d'organisation et Directives réglant la gestion de la fortune du 22 février 2006
- Règlement de la commission immobilière du 3 avril 1989
- Règlement des commissions de bâtisse du 30 mai 1989
- Règlement de la commission administrative du 1^{er} juin 2005
- Règlement pour les passifs de nature actuarielle du 1^{er} septembre 2006

I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signature

I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres, dont six sont des représentants de l'Etat et six des représentants des salariés.

Le Président du Comité est le conseiller d'Etat Directeur des finances (LCP 6 al. 5).

Au 31 décembre 2006, la composition du Comité était la suivante :

<u>Représentants de l'Etat</u>	<u>Représentants des salariés</u>
LÄSSER Claude, Président	MUTRUX Gérald, Vice-Président
CLEMENT Pierre-Alain	COLLAUD Germain
COLLAUD Paul	DELLEY Stéphane
HAYOZ Markus	MARTY René
STEPHAN Jacques	MINDEL Claude
VESIN Pierre	SAVOY Jean-Daniel

L'administration de la CPPEF est assumée par Monsieur Claude Schafer.

1.4.2. Droits de signatures et de compétences

Les droits de signatures et de compétences sont régis par un règlement du 1^{er} mai 2005 ; la CPPEF est représentée vis-à-vis de tiers par les signatures collectives à deux des membres du Comité ou des personnes en charge de l'administration.

1.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance, consultant

1.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire) :

Pittet Associés S.A. à Genève

1.5.2. Organe de contrôle

NBA Audit S.A. à Villars-sur-Glâne

1.5.3. Autorité de surveillance

Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du Canton de Fribourg à Fribourg

1.5.4. Consultant en placements

Coninco S.A. à Vevey

1.6. Employeurs affiliés

Les employeurs affiliés à la CPPEF se composent :

	Nombre d'employeurs affiliés au :	
	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>
- Etat de Fribourg et ses établissements	14	14
- Communes et associations de communes	10	10
- Autres institutions liées étroitement à l'Etat de Fribourg	28	28
Total	<u>52</u>	<u>52</u>

II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique**II.1. Assurés actifs**

	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
Régime de pensions	13'558	13'298	260
Régime LPP	551	525	26
Total	14'109	13'823	286
<u>Age moyen</u>			
Régime de pensions	41.50	41.25	0.25
Régime LPP	37.66	37.66	0.00

II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes

	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
<u>Régime de pensions</u>	3'085	2'922	163
Pensions de vieillesse	2'032	1'865	167
Pensions d'invalidité	334	337	- 3
Pensions de conjoints	640	636	4
Pensions d'orphelins	66	73	- 7
Pensions d'enfants de retraités	13	11	2
<u>Régime LPP</u>	118	116	2
Rentés de vieillesse	75	74	1
Rentés d'invalidité	23	23	0
Rentés de conjoints	11	10	1
Rentés d'orphelins	6	6	0
Rentés d'enfants de retraités	1	1	0
Rentés d'enfants d'invalides	2	2	0
Total	3'203	3'038	165

II.3. Total des affiliés

	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
Régime de pensions	16'643	16'220	423
Régime LPP	669	641	28
Total	17'312	16'861	451

II.4. Rapport démographique

Le rapport démographique correspond à la proportion entre le nombre des bénéficiaires de rentes et celui des assurés actifs, soit :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>Variation</u>
Régime de pensions	22.75%	21.97%	0.78
Régime LPP	21.42%	22.10%	-0.68
Global	22.70%	21.98%	0.72

III. Nature de l'application du but de la Caisse

III.1. Explication des plans de prévoyance

La CPPEF pratique deux plans de prévoyance : le régime de pensions et le régime LPP. Ce dernier s'applique au personnel auxiliaire et temporaire (engagé pour une durée inférieure à un an) ; le régime de pensions est réservé au personnel qui est au bénéfice d'un statut de droit public ou qui a une activité durable et principale au service de l'Etat et/ou au service d'autres employeurs affiliés.

Le régime de pensions est basé sur la primauté des prestations calculées sur la somme revalorisée des salaires assurés. Ce financement, dit en primauté de prestations sur la somme revalorisée des salaires assurés, est bénéfique pour l'équilibre financier de la Caisse. En tenant compte de la moyenne des salaires assurés, il réduit l'effet des fortes augmentations de salaires en cours et surtout en fin de carrière, ce qui le distancie d'une primauté de prestations sur le dernier salaire. Ce financement présente ainsi une certaine souplesse, car, théoriquement, en l'absence de revalorisation, il s'apparente à un système en primauté de cotisations. Mais si la revalorisation est complète, le financement est alors théoriquement équivalent à un financement en primauté de prestations sur le dernier salaire.

Le régime LPP est basé sur le système de la primauté des cotisations, tant pour l'épargne que pour la couverture des risques.

III.2. Financement, méthodes de financement

III.2.1. Régime de pensions

Le financement est conçu selon un système financier mixte (capitalisation partielle) par lequel les fonds de la Caisse doivent couvrir au moins les engagements envers les bénéficiaires de pensions et de rentes en cours.

Le taux de cotisation global pour l'exercice 2006 est de 19.5 % des salaires coordonnés ; il est réparti à raison de 11.5 % à charge de l'employeur (soit 59%) et 8 % à charge des salariés (soit 41%).

III.2.2. Régime LPP

Le financement du régime LPP est basé sur un système financier en capitalisation.

La cotisation d'épargne varie, selon les groupes d'âge et de sexe, entre 7 et 18 % du salaire coordonné. Quant aux autres cotisations, elles sont perçues au taux unique de 2.4 % pour les risques, les mesures spéciales, les contributions au Fonds de garantie LPP et les frais administratifs.

III.2.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Néant.

IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)

Les comptes de la CPPEF sont présentés en conformité à la norme comptable Swiss GAAP RPC 26.

Vu que la CPPEF applique deux plans de prévoyance (régime de pensions et régime LPP), il a été élaboré un compte d'exploitation complémentaire présentant les résultats distincts propres à chaque régime ; ce document fait partie intégrante des comptes annuels et figure dans les présents états financiers.

IV.2. Principes comptables et d'évaluation

Les principes d'évaluation des postes du bilan sont les suivants :

- *Conversion des valeurs en devises étrangères*
Les cours de change à la date du bilan sont pris en considération.

- *Liquidités*
Elles sont évaluées à leur valeur nominale.

- *Créances*
Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Les provisions économiquement nécessaires liées à un risque spécifique sont portées directement en diminution des actifs correspondants.

- *Titres*
Les obligations, les notes, les actions et les fonds de placements sont évalués à leur valeur de marché à la date du boucllement.

Les actions non cotées et les participations sont évaluées en prenant la valeur des fonds propres de la société à la date de clôture tout en tenant compte d'éventuelles réserves latentes communiquées par l'administration de la société.

- *Immeubles*
 - *Immeubles construits*
Chaque immeuble est évalué à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants :
 - Objectif de rendement net de 4.5%
 - Taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des cinq dernières années.
 - Taux de vacance déterminé sur la moyenne des cinq dernières années.
 - Majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés.
 - Majoration pour affectation spécifique.
 - Vétusté : prise en compte des besoins en rénovation sur une durée de dix ans

 - *Immeubles en mise en valeur (durée maximum 3 ans)*
La valorisation est égale au coût de construction si celui-ci est inférieur à la valeur de rendement capitalisé de l'état locatif théorique complet au taux moyen du dernier boucllement. Sinon la valeur de rendement précitée est appliquée.

- *Terrains à bâtir*
La valeur de marché à la date de boucllement est prise en considération.
- *Immeubles en construction*
La valeur accumulée des coûts de construction est prise en considération.
- *Rénovations*
La valeur accumulée des coûts de rénovation est prise en considération.

Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de boucllement, les prix de vente nets, connus au moment du boucllement des comptes, sont retenus comme valorisation.

- *Prêts aux employeurs*
Les prêts à terme à l'Etat de Fribourg figurent aux valeurs nominales.
- *Autres actifs et engagements*
Les autres créances et engagements figurent au bilan aux valeurs nominales.
- *Capitaux de prévoyance et provisions techniques*
La méthode statique est appliquée. Les capitaux de prévoyance font l'objet d'une attestation de la part de l'actuaire.

La provision pour revalorisation des salaires assurés est déterminée sur la base des dispositions de la loi sur la Caisse (LCP art. 66).

V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

V.1. Nature de la couverture des risques

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse.

V.2. Explications des actifs et passifs de contrats d'assurance

La CPPEF est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est de ce fait pas réassurée.

V.3. Développement et rémunération des avoirs épargne en primauté des cotisations (régime LPP)

a. Développement :

	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>	<u>Variation</u>
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	7'051'404	6'311'286	+ 740'118

b. Rémunération :

Taux d'intérêt servi sur les avoirs	4.00 %	2.50 %	1.5 %
-------------------------------------	--------	--------	-------

V.4. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations (régime de pensions)

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Prestations de libre passage (PLP) au début de l'exercice	1'397'604'626	1'299'350'656
Variations de l'exercice :		
+ augmentation des PLP des assurés présents toute l'année	85'452'597	82'049'079
+ augmentation des PLP des assurés entrés en cours d'exercice	35'914'999	52'233'328
- PLP des assurés démissionnaires durant l'exercice	- 41'335'374	- 36'028'437
<i>Total de la variation annuelle</i>	<u>80'032'222</u>	<u>98'253'970</u>
Prestations de libre passage en fin d'exercice	1'477'636'848	1'397'604'626

La diminution de la variation de la réserve de CHF 18'221'748 (CHF 80'032'222 ./ CHF 98'253'970) par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement d'une diminution d'apport des PLP des nouveaux assurés : CHF 35.9 mio en 2006 contre CHF 52.2 mio en 2005.

V.5. Provision technique pour revalorisation de la somme des salaires assurés

La Caisse a procédé à une revalorisation de 3% de la somme des salaires assurés au 1^{er} janvier 2007 soit CHF 31.5 mio. Cette revalorisation prend en compte notamment l'indexation des salaires du personnel de l'Etat au 1^{er} janvier 2007.

V.6. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions

a. Développement :

	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>	<u>Variation</u>
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	726'500'344	691'090'353	35'409'991

b. Rémunération :

Taux d'intérêt servi sur les avoirs	2.50 %	2.50 %	0 %
-------------------------------------	--------	--------	-----

V.7. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiairesRégime de pensions

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2006 CHF	2005 CHF	2006/2005 CHF	2005/2004 CHF	2006/2005 %	2005/2004 %
Retraités	852'734'713	763'076'847	89'657'866	60'906'221	+ 11.7	+ 8.7
Invalides	126'406'679	126'676'341	- 269'662	1'561'730	- 0.2	+ 1.2
Conjoints	128'394'562	128'821'461	- 426'899	1'393'618	- 0.3	+ 1.1
Orphelins	4'285'772	4'995'486	- 709'714	245'315	- 14.2	+ 5.2
Enfants de retraités	244'110	257'415	- 13'305	- 35'588	- 5.2	- 12.1
Total	1'112'065'836	1'023'827'550	88'238'286	64'071'296	+ 8.6	+ 6.7

Régime LPP

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2006 CHF	2005 CHF	2006/2005 CHF	2005/2004 CHF	2006/2005 %	2005/2004 %
Retraités	3'501'961	3'384'646	117'315	128'207	+ 3.5	+ 3.9
Invalides	2'601'662	2'596'432	5'230	15'197	+ 0.2	+ 0.6
Conjoints	711'773	698'306	13'467	- 227	+ 1.9	-
Orphelins	128'720	144'432	- 15'712	- 12'710	- 10.9	- 8.1
Enfants de retraités	8'989	9'753	- 764	8'800	- 7.8	+ 923.4
Enfants d'invalides	11'156	13'641	- 2'485	180	- 18.2	+ 1.3
Total	6'964'261	6'847'210	117'051	139'447	+ 1.7	+ 2.1

Au 1^{er} janvier 2006 l'indexation des pensions et rentes a été de 1%.

V.8. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise date d'août 2006 et a été établie sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2005. Pittet Associés SA atteste que l'équilibre financier de la Caisse est assuré compte tenu de son financement, de son plan de prévoyance, des systèmes financiers appliqués et de la garantie accordée par l'Etat.

V.9. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2000. Le taux d'intérêt technique de la CPPEF est de 4.5%.

V.10. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg en situation statique

Le degré de couverture et le montant de la garantie de l'Etat couvrant le découvert technique en capitalisation sont les suivants :

	<u>31.12.2006</u> CHF	<u>31.12.2005</u> CHF
Fortune nette (actifs de la caisse diminués des exigibles à court terme)	2'388'897'886	2'200'381'704
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	- 2'635'214'327	- 2'471'276'929
Découvert technique – Garantie de l'Etat (*)	- 246'316'441	- 270'895'225
Degré de couverture	90.6 %	89.0 %

(*) L'Etat garantit en tout temps, selon l'article 16 de la Loi sur la Caisse, l'équilibre financier.

VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements**VI.1. Organisation de l'activité de placement, règlement de placement**

Les placements financiers sont confiés aux établissements suivants :

- Banque Cantonale de Fribourg - mandat pour la gestion d'un portefeuille mixte
- FTI Suisse SA à Genève – gestion de deux portefeuilles en obligations étrangères déposées auprès de la Banque Pictet & Cie à Genève
- Crédit Suisse à Fribourg – mandat de gestion en actions suisses et étrangères
- UBS à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et européennes ainsi qu'en obligations étrangères
- IAM SA à Genève – mandat de gestion d'un portefeuille d'actions suisses.

Les immeubles de la Caisse sont en gérance auprès des régies suivantes :

- Régie de Fribourg SA, à Fribourg
- Gestions Martin SA, à Estavayer-le-Lac
- Foncia Geco Sarine SA, à Fribourg
- Régie Châtel SA, à Châtel-St-Denis
- Régie Verbel SA, à Lausanne

VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 59 OPP2)

Le Comité de la Caisse n'a pas eu recours à une extension des possibilités de placements prévue par l'article 59 OPP2.

VI.3. Objectif de la réserve de fluctuation de valeur

Conformément aux calculs de Coninco SA, consultant en placement, le Comité a fixé l'objectif de réserve de fluctuation de valeur comme suit :

Selon l'art. 45 OPP 2, la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat étant une institution de droit public, elle peut déroger au principe du bilan en caisse fermée. En vertu de l'art. 48^e OPP2 et compte tenu de l'allocation stratégique choisie par la Caisse au moment de l'établissement du bilan, les réserves de fluctuations nécessaires à la couverture de 68.3% des cas se montent à CHF 136.8 mios ce qui correspond au montant minimum à disposer pour absorber une forte baisse du marché sur une année, soit 4.6 points du degré de couverture.

L'attribution à la réserve par classe d'actifs en pourcentage du montant investi se base sur le tableau suivant :

		<u>31.12.06</u>	<u>31.12.05</u>
		MioCHF	MioCHF
Degré de confiance	68.30 %		
Liquidités et placements monétaires	0.00 %	0.0	0.0
Obligations suisses	2.50 %	2.3	1.3
Obligations étrangères	5.00 %	13.6	12.8
Actions suisses	20.00 %	50.4	51.1
Actions étrangères	22.50 %	70.5	69.2
Immeubles	0.00 %	0.0	0.0
		<hr/>	<hr/>
		Total	
		<u>136.8</u>	<u>134.4</u>

Limitations du modèle

Le calcul des réserves nécessaires se base sur l'hypothèse de normalité des rendements des actifs. Des études empiriques montrent que les actifs financiers peuvent s'écarter de la distribution normale. D'une part, les événements extrêmes ont tendance à se produire plus fréquemment que ne le prévoit la distribution normale. D'autre part, les rendements de certains actifs financiers sont asymétriques. En conséquence, l'objectif de réserves de fluctuation proposé sous l'hypothèse de normalité peut s'écarter de manière plus ou moins importante de la réalité économique.

Il faut souligner que, selon la recommandation Swiss GAAP RPC 26, les institutions de prévoyance avec promesse de garantie de corporations de droit public ne peuvent pas constituer, en cas de découvert, de réserve de fluctuation de valeur dans le bilan.

VI.4. Présentation des placements par catégories

	Montants au <u>31.12.2006</u>	% de la <u>fortune</u>	Limites <u>OPP2</u>	SAA	Marges tactiques	
	CHF				Min	Max
Limites par catégories de placement						
Débiteurs suisses	771'363'208	32%	100%	33%	0.00%	68.00%
Débiteurs étrangers	389'117'540	16%	20%	10%	7.50%	12.50%
Actions suisses	255'804'479	11%	30%	10%	7.50%	20.00%
Actions étrangères	313'547'037	13%	25%	10%	5.00%	17.50%
Immeubles	668'315'528	28%	50%	37%	25.00%	40.00%
Fortune totale	2'398'147'792	100%				
Limites globales						
Actions	569'351'517	23.74%	50%			
Valeurs réelles	1'237'667'045	51.61%	70%			
Placements étrangers	702'664'577	29.30%	30%			

SAA = *Strategic asset allocation* = allocation stratégique des actifs

Le dépassement des débiteurs étrangers par rapport aux marges tactiques est temporaire ; celui-ci sera rétabli au cours de l'exercice 2007.

VI.5. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Au cours de l'exercice 2006, aucun produit dérivé n'a été utilisé.

VI.6. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending

La CPPEF n'autorise pas le securities lending.

VI.7. Explications du résultat net des placements

<i>(En milliers de CHF)</i>	Intérêts Dividendes	Gains réalisés	Pertes réalisées	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Frais	Totaux 2006
Liquidités et placements monétaires	9'346	5'056	-7'387	3'563	-2'848	-4	7'726
Obligations suisses	1'739		-2	12	-717		1'033
Obligations étrangères	11'240	1'470	-4'470	6'745	-10'843		4'142
Actions suisses	4'553	6'886	-440	37'427	-243		48'183
Actions étrangères	6'935	9'999	-3'426	45'373	-9'518		49'363
Participations	50						50
Prêts aux employeurs	7'337						7'337
Frais d'administration des placements financiers						-4'803 ¹	-4'803
Résultat net des placements financiers	41'200	23'411	-15'725	93'120	-24'169	-4'807	113'031
	Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Ajustements de valeurs	Charges d'exploitation		
Immeubles	41'576	327	-9	2'194	-11'447 ²		32'641
Résultat net des placements							145'672

¹ Les frais administratifs des placements financiers englobent des charges administratives directes pour CHF 78'957.--.

² Les charges d'exploitation des immeubles englobent des honoraires de gérance pour CHF 1.682 mio ainsi que des charges administratives directes pour un montant de CHF 548'898.--.

VI.7.1. Frais d'administration des placements financiers

<i>(En milliers de CHF)</i>	2006	2005
Frais de gestion des titres	2'945	2'732
Frais de consultants	34	33
Impôts à la source non-récupérables	940	1'194
Frais de transactions et timbre fédéral	884	997
Totaux	4'803	4'956

VI.7.2. Performance des placements

Le détail de la performance nette de l'ensemble des placements de la Caisse pour l'exercice 2006 se présente comme suit:

Genre de placements	Performance	
	2006	2005
Liquidités et placements à terme	1.27%	1.50%
Prêts (y.c. prêts aux employeurs)	3.62%	3.33%
Obligations suisses	1.35%	2.96%
Obligations étrangères	1.41%	8.32%
Actions suisses	20.63%	35.74%
Actions étrangères	16.57%	26.68%
Participations	1.30%	5.59%
Total des placements financiers	7.51%	13.71%
Immeubles	4.90%	4.75%
Total de la Caisse	6.76%	11.28%

VI.8. Explications des placements chez l'employeur

Les prêts en cours sont les suivants :

CHF 200 millions rémunérés au taux de 3.5% du 31.12.2001 au 31.12.2013.

CHF 10 millions rémunérés au taux de 3.375% du 2.2.1999 au 2.2.2009.

VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation**VII.1. Placements à terme et prêts**

Les placements à terme échoient tous en janvier 2007.

Les prêts se subdivisent comme suit :

- Prêts aux banques pour CHF 301.9 mio
- Prêts aux Communes et associations de communes pour CHF 15 mio

VII.2. Immeubles**VII.2.1. Généralités**

Au 31 décembre 2006, la Caisse est propriétaire de 109 immeubles construits, représentant 4951 objets, soit environ 2300 appartements, 2500 garages et places de parc et 170 locaux commerciaux.

VII.2.2. Evolution des valeurs 2006 du parc immobilier

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	Rénovations	TOTAL
Valeurs actuelles 1.1.2006	526'351	0	18'780	55'625	6'481	607'237
Mouvement 2006						
• Acquisitions / constructions / rénovations	52'632		354	19'978	-4'581	68'383
• Ventes	-8'682		-816			- 9'498
• Mutations de groupe	59'902	12'433	-1'166	-71'169		0
• Adaptations aux valeurs actuelles du 31.12.2006	6'309	-1'115	-3'000			2'194
Valeurs actuelles 31.12.2006	636'512	11'318	14'152	4'434	1'900	668'316

Le taux moyen de capitalisation des « Immeubles construits » s'élève à 6.68% au 31 décembre 2006.

VII.2.3. Résultats 2006 des immeubles

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	TOTAL
Adaptations des objets immobiliers aux valeurs actuelles du 31.12.2006	6'309	-1'115	-3'000		2'194
Résultats nets sur ventes	252		65		317
Résultats d'exploitation (y. c. produits et charges communs)	29'847	76	-64	271	30'130
Résultats globaux 2006	36'408	-1'039	-2'999	271	32'641
Performance 2006					4.90 %
Performance 2005					4.75 %
Rendements d'exploit. 2006					
Rendements bruts					6.80 %
Rendements nets					4.97 %
Rendements d'exploit. 2005					
Rendements bruts					7.27 %
Rendements nets					5.32 %

Les performances annuelles 2006 sont déterminées sur la base des résultats globaux du parc immobilier par rapport aux « valeurs réelles » au 1^{er} janvier 2006.

Les rendements annuels sont déterminés sur la base des résultats d'exploitation par rapport aux « valeurs d'investissement » moyennes de l'année.

VII.2.4. Informations diverses

Des intérêts intercalaires sur les immeubles en construction, représentant un montant de CHF 246'784, figurent dans les rendements immobiliers du compte d'exploitation.

Les valeurs d'assurance incendie des immeubles construits s'élèvent à CHF 647'613'187.

VII.3. Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

Sociétés	Capital-actions	Quote-part	
		2006	2005
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance

Les comptes 2005 n'ont pas fait l'objet, pour l'instant, d'une approbation de la part du Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du canton de Fribourg.

IX. Autres informations relatives à la situation financière

IX.1. Découvert / Explication des mesures prises

Conformément à l'article 45 OPP2, la Caisse, institution de droit public bénéficiant de la garantie de l'Etat de Fribourg et de l'accord de l'autorité de surveillance, peut déroger au système financier de la capitalisation. Sur la base de l'article 16 de la loi sur la CPPEF, la Caisse a l'obligation de disposer d'une fortune nette de prévoyance au moins équivalente aux capitaux de prévoyance des pensions et des rentes auquel il convient d'ajouter les capitaux de prévoyance des assurés actifs du Régime LPP, lequel est financé en capitalisation. Le capital minimal dont elle doit disposer au 31.12.2006 se monte à CHF 1'119 mios. Elle remplit donc pleinement cette exigence puisque la fortune nette de prévoyance à la date précitée s'élève à CHF 2'389 mios.

IX.2. Liquidations partielles

Les conditions et la procédure de liquidations partielles ont été fixées dans l'Ordonnance du Conseil d'Etat (122.73.12) du 9 novembre 2004 concernant l'affiliation des institutions externes à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

IX.3. Procédures juridiques en cours

Les cas de dossiers faisant actuellement l'objet d'une procédure auprès du Tribunal administratif sont au nombre de cinq ; les engagements qui découlent de ces litiges n'ont pas besoin de faire l'objet de provisions particulières.

IX.4. Opérations particulières et transactions sur la fortune

Engagements conditionnels - Il s'agit d'opérations de change à terme contractées en 2006 et dont le dénouement aura lieu en 2007.

Dates		Vente		Achat		Montant en CHF au 31.12.06
de l'engagement	du dénouement	Code monnaie	Montant	Code devise	Montant	
13.11.2006	16.05.2007	USD	9'596'529	JPY	1'106'000'000	11'705'367
13.11.2006	16.05.2007	EUR	6'780'890	JPY	1'010'000'000	10'914'860
14.11.2006	16.05.2007	EUR	1'548'851	USD	2'000'000	2'493'108
14.12.2006	16.05.2007	USD	1'300'000	EUR	973'925	1'585'675
Montant total engagé au 31.12.2006						26'699'010

X. Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant

Ce document a été approuvé par le Comité de la Caisse de prévoyance dans sa séance du 21 mars 2007.

Fribourg, le 21 mars 2007



Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2006	31.12.2005
Total de l'actif	2'398'147'792	2'208'260'694
Dettes	- 7'381'447	- 5'868'697
Compte de régularisation du passif	- 1'868'459	- 2'010'293
Provisions non techniques	0	0
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	2'388'897'886	2'200'381'704
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	1'477'636'848	1'397'604'626
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	7'051'404	6'311'286
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions ¹	1'086'107'962	1'003'752'500
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP ¹	6'804'525	6'712'951
Capitaux de prévoyance	2'577'600'739	2'414'381'363
Provision de longévité ²	26'117'610	20'209'309
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	31'495'978	36'686'257
Provision régime LPP	0	0
Provisions techniques	57'613'588	56'895'566
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	2'635'214'327	2'471'276'929
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	136'800'000	134'400'000
EXCEDENT TECHNIQUE³	- 383'116'441	- 405'295'225

DEGRE DE COUVERTURE⁴	86.2 %	84.4 %
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2)⁵	90.6 %	89.0 %

<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>136'800'000</i>	<i>134'400'000</i>
---	--------------------	--------------------

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %
- 2) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 3) = FP - CP - RFV.
- 4) = FP / [CP + RFV]
- 5) = FP / CP



Bilan technique selon le système financier statutaire ¹

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2006	31.12.2005
Total de l'actif	2'398'147'792	2'208'260'694
Dettes	- 7'381'447	- 5'868'697
Compte de régularisation du passif	- 1'868'459	- 2'010'293
Provisions non techniques	0	0
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	2'388'897'886	2'200'381'704
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	7'051'404	6'311'286
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ²	1'086'107'962	1'003'752'500
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ²	6'804'525	6'712'951
Capitaux de prévoyance ³	1'099'963'891	1'016'776'737
Provision de longévité ⁴	26'117'610	20'209'309
Provisions techniques	26'117'610	20'209'309
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	1'126'081'501	1'036'986'046
RESERVE DE FLUCTATION DE VALEURS (RFV)	136'800'000	134'400'000
EXCEDENT TECHNIQUE ⁵	1'126'016'385	1'028'995'658
DEGRE D'EQUILIBRE ⁶	189.2 %	187.8 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>136'800'000</i>	<i>134'400'000</i>

Remarques :

1) Le système financier statutaire correspond à la garantie de l'intégralité du capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions (répartition des capitaux de couverture) pour le régime de pensions et à la capitalisation pour le régime LPP.

2) Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

5) = FP - CP - RFV.

6) = FP / [CP + RFV]



Rapport de l'organe de révision
au Comité de la
CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL
DE L'ETAT DE FRIBOURG, Fribourg

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié la légalité des comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe), de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2006.


La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse incombe au Comité, alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la comptabilité, à l'établissement des comptes annuels, aux placements et aux principales décisions en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. La vérification de la gestion consiste à constater si les dispositions juridiques et réglementaires concernant l'organisation, l'administration, le prélèvement des cotisations et le versement des prestations ainsi que les prescriptions relatives à la loyauté dans la gestion de fortune sont respectées. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

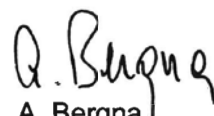
Selon notre appréciation, les comptes annuels, la gestion et les placements ainsi que les comptes de vieillesse sont conformes à la loi suisse, à la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg, à l'acte de fondation et aux règlements.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

Villars-sur-Glâne, le 21 mars 2007


G. Julmy
Expert-comptable
diplômé
Réviseur responsable

NBA Audit SA


A. Bergna
Expert-comptable
diplômé
Réviseur responsable

Annexes :

- I Bilan
- II Compte d'exploitation
- III Annexe aux comptes annuels

Verwaltungsbericht der PK des Staatspersonals des Kantons Freiburg zur Jahresrechnung 2006

Rechtsform und Organisation

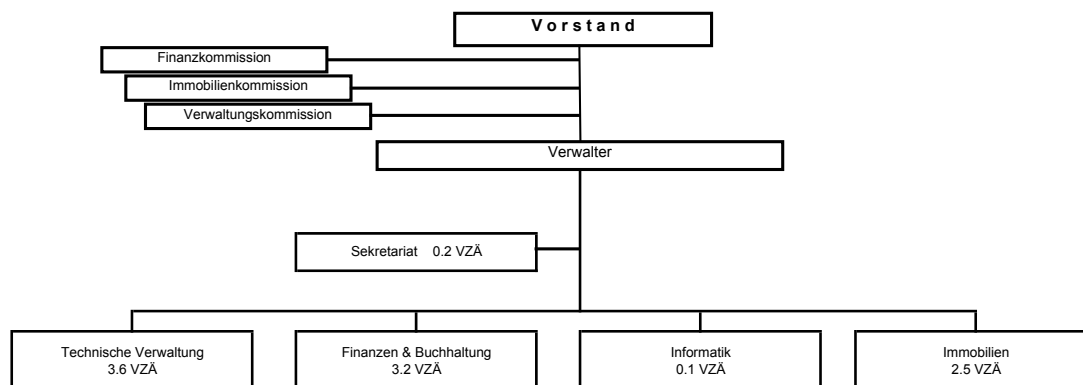
Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (die PK) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Sie ist im Register des Amtes für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge eingetragen.

Ihre Tätigkeit ist durch das Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG) und die verschiedenen Beschlüsse, welche seit 1993 in Kraft sind, geregelt.

Die Pensionskasse gewährt Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod. Zusätzlich zum Staatspersonal und den staatlichen Einrichtungen sind auch Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer von Gemeinden sowie von Institutionen angeschlossen, welche eine eng mit dem Staat verbundene öffentliche Aufgabe erfüllen. Per Ende 2006 waren der PK zusätzlich 51 externe Institutionen angeschlossen. Die Anschlussbedingungen der Versicherten an die PK ist von ihrer Anstellungsdauer abhängig: Versicherte mit einem mehr als ein Jahr dauernden Arbeitsvertrag sind automatisch in der Pensions-Vorsorgeregelung (über-obligatorische Leistungen) versichert; Versicherte mit einer Anstellungsdauer von weniger als einem Jahr sind in der minimalen BVG-Vorsorgeregelung versichert. Diese Leistungen sind etwas höher als nach dem Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge.

Der PK-Vorstand besteht aus zwölf Mitgliedern, von denen sechs den Staat und sechs die Arbeitnehmer vertreten. Der Vorstand hat auch drei Kommissionen gebildet (Finanzen, Immobilien, und Verwaltung), welche sich aus Mitgliedern des Vorstands sowie externen Spezialisten zusammensetzen. Im vergangenen Jahr hat der Vorstand 13 Sitzungen sowie einen Ausbildungstag abgehalten. Dazu kommen die monatlichen Sitzungen der Kommissionen und Delegationen, in denen die Mitglieder des Vorstands die PK vertreten haben.

Per Ende 2006 setzt sich die Verwaltung der PK wie folgt zusammen (insgesamt 12 Personen zu 10,7 Vollzeitäquivalenten [VZÄ]):



Die Zahl der aktiven Versicherten ist weiter konstant gestiegen, und zwar um etwa 2 % auf 14 109. Bei dieser Zunahme ist der Anschluss per 1. Januar 2007 der Versicherten des Freiburger Spitalnetzes nicht berücksichtigt. Was die Rentenbezüger betrifft, so betrug die

Zunahme 5,4 % (3203 per 31.12.2006) Der Personalbestand der technischen Verwaltung ist mit weniger als 4 Personen unverändert geblieben (3,6 VZÄ). Die Gruppe wird allerdings von einer Mitarbeiterin der Finanzabteilung unterstützt, wo die Rationalisierung der Aufgaben (Verfeinerung und genaue Abstimmung der Buchhaltungsschnittstelle) erlaubt hat eine gewisse Arbeitskapazität freizusetzen. Jede Mitarbeiterin verwaltet im Durchschnitt mehr als 4500 Dossiers.

Die zwei auf Immobilien spezialisierten technischen Mitarbeiter behandeln die laufenden Arbeiten in der Vermietung sowie die Probleme der neuen und der sich im Bau befindlichen Liegenschaften. Sie werden in ihrer Arbeit von einer Verwaltungsmitarbeiterin unterstützt. (insgesamt 2,5 VZÄ)

Um die Finanz- und Buchhaltungsarbeiten kümmern sich vier Personen (3,2 VZÄ). Ihre Aktivitäten umfassen die folgenden Hauptaufgaben:

- Kontrolle der Wertschriftenverwaltung der verschiedenen Bevollmächtigten
- monatliche Performance-Übersicht aller Bevollmächtigten
- Verwaltung der Finanzen, im Zusammenhang mit der Liegenschaftsverwaltung
- Führung der Hauptbuchhaltung der Kasse (insbesondere das Einkassieren der Beiträge, die Zahlungen aller Leistungen)

Finanzierungssystem

Das gemischte Finanzierungssystem der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen kombiniert das Umlageverfahren wie bei der AHV (direkte Finanzierung der Leistungen durch die Beiträge) mit dem Kapitaldeckungsverfahren (Anhäufung des Barwertes der in Zukunft garantierten Renten), welches spezifisch die berufliche Vorsorge leitet. Soweit die Beiträge bezüglich der Leistungen richtig berechnet werden, bringt eine gemischte Finanzierung keine Unterdeckung, sofern der Anteil der nicht kapitalisierten Leistungen durch besagte Beiträge gedeckt wird. In Anbetracht der Perennität und der Garantie der Leistungen der öffentlichen Körperschaften erlaubt das BVG diese Finanzierungsart einer öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtung. Auf Bundesebene ist die von Nationalrat Beck eingereichte Initiative am 28. Februar 2005 im Nationalrat behandelt worden, der beschlossen hat, ihr Folge zu leisten (die Initiative schlägt die Abschaffung von Abs. 2 des Artikels 69 des Bundesgesetzes vom 25. Juni 1982 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) vor, um zu verhindern, dass die Vorsorgeeinrichtungen der öffentlich-rechtlichen Körperschaften vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen können, d.h. einen Deckungsgrad unter 100 % zu haben). Es geht wahrscheinlich in die Richtung, dass die öffentlich-rechtlichen Kassen verpflichtet werden, einen minimalen Deckungsgrad auszuweisen. Im Vergleich zu anderen öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen befindet sich unsere PK in einer Lage, in der je nach minimalem Deckungsgrad, der festgelegt wird, keine weiteren Massnahmen zu treffen sein müssten. Bis zum heutigen Tag wurde ein Expertenbericht erstellt aber nicht veröffentlicht, welcher vom Bundesrat in Auftrag gegeben wurde. Die PK konnte folglich keine Stellung zu diesem Dokument nehmen.

Auf lange Sicht hat das Umlageverfahren den Vorteil, dass es durch starke Inflationseinflüsse wenig beeinträchtigt wird, im Gegensatz zum Kapitaldeckungsverfahren, das sich von der höheren Lebenserwartung weniger beeinflussen lässt. Aus dieser Sicht hat das gemischte Finanzierungssystem den Vorteil, dass es die jeweiligen Vor- und Nachteile dieser beiden Finanzierungsarten ausgleichen kann.

Im Hinblick auf die derzeitige gesunde finanzielle Situation der PK ist der Rückgriff auf die Staatsgarantie nicht in Erwägung zu ziehen, da die Vorsorgeverpflichtungen per 31.12.2006 zu 90,6 % kapitalisiert sind.

BVG-Revision per 1. Januar 2006

Im Jahre 2006 wurden die Massnahmen zur Einführung des dritten und letzten Paketes der 1. BVG-Revision ergriffen, auch Steuerpaket der BVG-Revision genannt.

Finanzergebnis und Aufwertung

Aus finanzieller Sicht war das Jahr 2006 gewinnbringend, mit einem Nettoertragsüberschuss von CHF 24,6 Millionen. Darin berücksichtigt ist bereits die Aufwertung von 3 % der Summe der versicherten Löhne (das heisst CHF 31,5 Millionen) per 1. Januar dieses Jahres in Form einer technischen Rückstellung in der Bilanz.

Aktiven: Wertschriften und Liegenschaften – Wertschwankungsreserven

Ende 2006 verwaltete die Pensionskasse Aktiven von 2398 Millionen Franken, das heisst eine Zunahme um 8,6 % gegenüber der Vorjahresrechnung.

Wertschriften

Nach dem Rekordjahr 2005 stellte sich Anfang 2006 die Frage nach der Marktentwicklung. Schliesslich ergab das Jahr 2006 eine positive Bilanz. Dies erklärt sich zum Teil mit der Performance des Schweizer Aktienmarkts (SMI + 16,1 %) und des ausländischen Aktienmarkts (EuroStoxx + 14,4 %). Die Performance des ausländischen Obligationenmarkts sank durch die Bewertung des Euro gegenüber dem Schweizerfranken, so dass die Endperformance einen negativen Wert des Index von -1,72 % ergibt. Einzig das Segment „hochverzinsliche Anleihen“ dieses Portefeuilles (+5,28 %) ist gewinnbringend.

Liegenschaften

Die Performance des Immobilienparks von 4,90 % widerspiegelt die unternommenen Anstrengungen, um die Rentabilität des bestehenden Parks zu erhöhen, insbesondere durch den Erwerb neuer Liegenschaften, welche in allen Punkten den Minimalanforderungen der Rentabilität entsprechen, die durch den Vorstand festgelegt wurden. Was die Liegenschaftsinvestitionen betrifft, hat die PK an ihrer bisherigen Politik festgehalten, nämlich dem Bau von Liegenschaften im Kanton und auf Grundstücken, welche bereits im Besitze der Kasse sind. Im Jahre 2006 hat sie auf dem Freiburger Immobilienmarkt 42 Wohnungen zur Vermietung angeboten:

Estavayer-le-Lac, Route de la Ferme:	20 Wohnungen und 55 m ² Geschäftsfläche
Bulle, Ch. du Repou:	22 Wohnungen

Die Kasse hat auch im Rahmen ihrer Politik der Diversifizierung und der besseren Risikoverteilung weitere Objekte erworben, die sich ausserhalb des Kantons befinden. (zwei Liegenschaften in Kehrsatz mit insgesamt 55 Wohnungen). Im Kanton hat sie ebenfalls eine Liegenschaft an der Rue St-Pierre, in der die Büroräumlichkeiten der Kasse untergebracht werden sollen, sowie eine Liegenschaft an der Rue Guillimann (26 Wohnungen) erworben. Ausserdem hat sie eine Liegenschaft in Grolley und eine andere in Fétigny erworben (insgesamt 19 Wohnungen). Die Kasse ist ebenfalls Eigentümerin von fünf Mietliegenschaften in Châtel-St-Denis, Route du Lac Lussy (insgesamt 79 Wohnungen). Die Liste der Liegenschaftsverwaltungen, welche unsere Liegenschaften betreuen, befindet sich im Anhang zur Jahresrechnung.

Ende 2005 und insbesondere während des Jahres 2006 hat sich die Kasse von den folgenden Liegenschaften getrennt, welche nicht mehr unseren Kriterien entsprachen:

- Tifers, Thunstrasse 1
- Misery, La Résidence 2
- Domdidier, Rte des Vuarines 52

- Posieux, Route des Ecoles 5
- Posieux, Grundstück Route des Ecoles
- Estavayer, Rue du Camus 6 und Rue du Four 12

Die Pensionskasse verfolgt wie bisher eine vorsichtige Finanzpolitik, die von einer externen Fachperson überprüft wird. Diese berät die Pensionskasse bei der Umsetzung der Anlagepolitik und kontrolliert regelmässig die Risikofähigkeit der Pensionskasse in Bezug auf diese Politik. Ausser den passiven Anlagen, die direkt von der PK getätigt und überwacht werden (über die Finanzkommission), wurde im Jahre 2006 die gesamte Wertschriftenverwaltung mit Direktmandat Bevollmächtigten anvertraut (siehe Detail im Anhang zur Jahresrechnung).

Wertschwankungsreserven

Der neue Artikel 48e der BVV 2 verlangt, dass die Vorsorgeeinrichtung in einem Reglement Regeln zur Bildung von Rückstellungen und Schwankungsreserven festlegt. Allerdings erlaubt Swiss GAAP FER 26 die Bildung von Wertschwankungsreserven nur, wenn die Vorsorgeeinrichtung über einen Deckungsgrad von mindestens 100 % verfügt, was bei der PK nicht der Fall ist. Angesichts dieser Lage muss die Kasse in ihren Anhängen die theoretischen Reserven angeben, auf die sie sich für die Wahl ihrer taktischen Allokation gestützt hat. In Anbetracht dieser gesetzlichen Verpflichtung und auf Grund der Empfehlungen des Beraters der PK muss sie gemäss ihrer Anlagepolitik über eine Wertschwankungsreserve von rund CHF 136,8 Millionen verfügen, basierend auf den bestehenden Anlagen per Ende 2006. Diese Summe entspricht dem Mindestbetrag, der bei einem starken Marktrückgang während eines Jahres verfügbar sein muss.

Passiven: Verpflichtungen gegenüber Versicherten

Die PK hat folgende Verpflichtungen:

- Die Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten betragen CHF 1 484 688 252; dies ist der Betrag, den die Pensionskasse auszahlen müsste, wenn alle ihre aktiven Versicherten ihre Stelle per 31.12.2006 künden würden. Dieser Betrag ist gegenüber dem Vorjahr um 5,75 % oder CHF 81 Mio. gestiegen. Er umfasst die höheren Kosten der Leistungen, die den Versicherten zu Gute kommen. Man muss festhalten, dass diese Summe auch zum Teil von den Versicherten selbst im Rahmen der Lohnentwicklung finanziert wird. Ebenfalls in diesem Betrag enthalten sind die Ein- und Austritte während des laufenden Jahres sowie eine Aufwertung von 4 % der Summe der versicherten Löhne der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter per 1. Januar 2006.
- Der versicherungsmathematische Wert der laufenden Pensionen beträgt CHF 1 119 030 097 (davon CHF 26 113 610 Rückstellung für höhere Lebenserwartung). Dieser Wert umfasst die gesamten Verpflichtungen gegenüber den gegenwärtigen Leistungsbezüglern bis zum theoretischen Erlöschen ihres Anspruchs. Dieser versicherungsmathematische Wert ist in Bezug zum Betrag der mathematischen Reserven zu setzen, welcher in der Bilanz per 31.12.2005 mit CHF 1 030 674 760 ausgewiesen ist. Die Erhöhung um etwa CHF 88 Mio. oder 8,6 % erklärt sich wie folgt:
 - o Indexierung der gesamten Pensionen und Renten (1 % per 1.1.2006);
 - o wesentliche Zunahme der Anzahl der Invaliditätsfälle und höhere Renten;
 - o höhere Lebenserwartung der Rentner;
 - o Erhöhung der mathematischen Reserven für die Rentner (Erhöhung der Anzahl, tieferes Durchschnittsalter und höhere Durchschnittsrente).

Deckungsgrad – Deckungsgleichgewicht – Staatsgarantie

Der Deckungsgrad der Kasse hat sich von 89,0 % auf 90,6 % erhöht. Das Deckungsgleichgewicht zwischen dem Nettovermögen und dem Kapital zur Deckung der Renten bis Verfall beträgt per 31.12.2006 ca. 214 % (ohne Berücksichtigung der Wertschwankungsreserve). Dank eines guten Ergebnisses 2006 ist die Staatsgarantie um 8 % von etwa CHF 271 Millionen auf ca. CHF 246 Millionen gesunken. Die Staatsgarantie dient dazu, die Verpflichtungen der PK gegenüber den aktiven Versicherten zu decken.

Gesetzesrevision

Im Verwaltungsbericht 2005 war von den Arbeiten zur Revision des Gesetzes über die Pensionskasse die Rede. Jetzt liegen die Vorentwürfe des Gesetzes und der Reglemente vor. Der Vorstand hat bereits eine erste Lesung eines Teils dieser Dokumente durchgeführt. Nach dem Stand der Arbeiten und in Anbetracht der Komplexität des Ganzen und des Aufwands, alle Erlasstexte (einschliesslich der Reglemente, die in die Zuständigkeit des Staatsrates fallen) in deutscher und französischer Fassung in die Vernehmlassung zu geben, hofft der Vorstand, im zweiten Halbjahr dieses Jahres bereit zu sein. Der Grosse Rat müsste sich mit dem Dossier im Jahre 2008 befassen, mit einem vorgesehenen Inkrafttreten des neuen Gesetzes per 1. Januar 2009.

PENSIONSASSE DES STAATSPERSONALS

Claude Lässer, Präsident
Claude Schafer, Verwalter

Freiburg, 21.03.2007

JAHRESRECHNUNGEN 2006 UND 2005

BILANZ	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>
	CHF	CHF
AKTIVEN		
Vermögensanlagen	2'398'118'896	2'208'235'010
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen	571'059'488	501'332'566
Betriebskonten	505'776	4'210'835
Anlagekonten	42'781'345	64'039'856
Terminanlagen	180'941'497	330'852'609
Darlehen	316'886'603	84'926'186
Treuhanddepots	29'151'979	14'588'271
Geldanlagefonds	1'487'126	3'070'475
Terminwechseloperationen	-694'838	-355'665
Forderungen	6'818'804	6'770'672
Verrechnungs- und Quellensteuer	3'346'393	3'012'659
Arbeitgeberbeiträge	1'845'467	2'414'568
Arbeitnehmerbeiträge	397'577	402'330
Kontokorrente	1'207'657	865'426
Diverse Forderungen	21'710	75'689
Wertschriften	941'113'900	882'158'491
Obligationenanlagen	365'369'282	309'856'426
Obligationen Schweiz	93'757'322	53'791'100
Obligationen Ausland	271'611'960	256'065'326
Transitorische auf Wertschriften (aufgelaufene Zinsen)	6'393'101	5'684'540
Aktien und Anteile	569'351'517	566'617'525
Aktien Schweiz	251'996'093	255'265'332
Aktien Ausland	313'547'037	307'543'806
Anteile	3'808'387	3'808'387
Immobilien	668'819'204	607'665'781
Liegenschaften	668'315'527	607'236'167
Gebaute Liegenschaften	636'511'961	526'350'537
Zu vermietende Liegenschaften	11'317'615	0
Bauland	14'152'421	18'779'347
Im Bau befindliche Liegenschaften	4'433'732	55'624'897
Renovationen	1'899'798	6'481'386
Transitorische auf Liegenschaften	503'677	429'613
Arbeitgeberdarlehen	210'307'500	210'307'500
Staatsdarlehen	210'000'000	210'000'000
Aufgelaufene Zinsen auf Staatsdarlehen	307'500	307'500
Aktive Rechnungsabgrenzungen	28'896	25'684
TOTAL DER AKTIVEN	<u>2'398'147'792</u>	<u>2'208'260'694</u>

JAHRESRECHNUNGEN 2006 UND 2005

BILANZ	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>
	CHF	CHF
PASSIVEN		
Verbindlichkeiten	7'381'447	5'868'65
Freizügigkeitsleistungen und Renten	2'856'976	1'388'31
Andere Verbindlichkeiten	4'524'471	4'480'33
Kreditoren	3'071'804	2'716'94
Kontokorrente	376'004	738'32
Sicherheitsfonds	1'076'663	1'025'07
Passive Rechnungsabgrenzungen (transitorische Passiven)	1'868'459	2'010'25
Transitorische Passiven	33'626	95'08
Transitorische Passiven auf Wertschriften	179'384	175'72
Transitorische Passiven auf Liegenschaften	1'655'449	1'739'45
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	2'635'214'327	2'471'276'92
Vorsorgekapital aktive Versicherte	1'484'688'252	1'403'915'91
Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten	1'477'636'848	1'397'604'62
Altersguthaben der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregelung	7'051'404	6'311'28
Vorsorgekapital Pensionsberechtigte	1'119'030'097	1'030'674'76
Vorsorgekapital Berechtigte Pensions-Vorsorgeregelung	1'112'065'836	1'023'827'55
Vorsorgekapital Berechtigte BVG-Vorsorgeregelung	6'964'261	6'847'21
Technische Rückstellungen (Aufwertung der Summe der versicherten Löhne)	31'495'978	36'686'21
Technischer Fehlbetrag	-246'316'441	-270'895'22
Technischer Fehlbetrag: Stand zu Beginn der Periode	-270'895'225	-444'507'15
Ertragsüberschuss / (Aufwandüberschuss)	24'578'784	72'641'56
Erstmalige Anwendung Swiss Gaap FER26	0	100'970'36
Anpassung der Liegenschaften an den Zeitwert	0	-4'890'87
Auflösung Rückstellungen für Liegenschaftsrenovationen	0	25'349'12
Auflösung stille Reserven auf Anteile	0	1'427'55
Auflösung Rückstellung zur Absicherung des Nominalwertes der Oblig.	0	12'283'67
Auflösung Reserve für Kurs- und Währungsschwankungen	0	20'000'00
Auflösung Reserve auf Liegenschaften	0	40'000'00
Auflösung Rückstellung BVG-Vorsorgeregelung	0	6'800'85
TOTAL DER PASSIVEN	<u>2'398'147'792</u>	<u>2'208'260'65</u>

JAHRESRECHNUNGEN 2006 UND 2005

BETRIEBSRECHNUNG	2006 CHF	2005 CHF
Ordentliche Beiträge und Einlagen	154'117'107	148'603'637
Beiträge Arbeitnehmer	59'979'651	57'582'409
Beiträge Arbeitgeber	85'954'560	82'530'927
Nachzahlungen Arbeitnehmer	491'504	409'926
Einkaufssummen	7'691'392	8'080'375
Eintrittsleistungen	29'936'665	46'156'683
Freizügigkeitseinlagen	29'482'203	45'504'216
Rückzahlung WEF-Vorbezüge	454'462	652'467
<i>Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen</i>	184'053'772	194'760'320
Reglementarische Leistungen	-95'324'692	-88'581'182
Altersrenten	-70'852'947	-64'863'331
Hinterlassenenrenten	-14'412'983	-14'524'829
Invalidenrenten	-8'070'165	-7'720'785
Übrige reglementarische Leistungen	-90'300	-51'600
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-1'898'297	-1'420'636
Austrittsleistungen	-43'305'659	-38'574'183
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-30'558'856	-23'233'177
Vorbezüge WEF/Scheidung	-12'746'803	-15'341'006
<i>Abfluss für Leistungen und Vorbezüge</i>	-138'630'351	-127'155'364
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen	-163'937'398	-199'784'658
Bildung Vorsorgekapital aktive Versicherte	-44'086'082	-98'887'766
Bildung Vorsorgekapital Rentner	-88'355'337	-64'210'635
Bildung von Beitragsreserven	-31'495'979	-36'686'257
Versicherungsaufwand	-1'076'663	-1'025'070
Beiträge an Sicherheitsfonds	-1'076'663	-1'025'070
<i>Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil</i>	-119'590'640	-133'204'772
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	145'672'722	207'773'323
Netto-Ergebnis der flüssigen Mittel	7'726'309	6'115'124
Netto-Ergebnis der Obligationen	5'174'828	21'241'264
Netto-Ergebnis der Aktien und Anteile	97'595'517	150'855'008
Netto-Ergebnis der Liegenschaften	32'641'225	27'180'870
Zinsen auf Arbeitgeberdarlehen	7'337'500	7'337'500
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlagen	-4'802'657	-4'956'444
Sonstiger Ertrag	107'702	110'957
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen	107'451	110'484
Übrige Erträge	251	473
Sonstiger Aufwand	-13'292	-2'449
Verwaltungsaufwand	-1'597'708	-2'035'494
<i>Ertragsüberschuss</i>	24'578'785	72'641'564

ZUSAMMENFASSUNG DER BETRIEBSRECHNUNGEN 2006 UND 2005

RUBRIKEN	PENSIONS-VORSORGE		BVG-VORSORGE		TOTAL	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	181'096'594	191'636'613	2'957'178	3'123'707	184'053'772	194'760'320
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-136'160'649	-124'067'033	-2'469'702	-3'088'332	-138'630'351	-127'155'364
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien	-163'080'229	-199'011'523	-857'169	-773'135	-163'937'398	-199'784'658
Beiträge an Sicherheitsfonds	-1'059'266	-1'008'293	-17'397	-16'777	-1'076'663	-1'025'070
Netto-Ergebnis Versicherungsteil	-119'203'550	-132'450'235	-387'090	-754'537	-119'590'640	-133'204'772
Netto-Ergebnis Vermögensanlagen					145'672'722	207'773'323
Sonstiger Ertrag					107'702	110'957
Sonstiger Aufwand					-13'292	-2'449
Verwaltungsaufwand					-1'597'708	-2'035'494
Ertragsüberschuss					24'578'784	72'641'564

ANHANG ZUR JAHRESRECHNUNG

I. Grundlagen und Organisation

I.1. Rechtsform und Zweck

Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Ihr Ziel besteht darin, Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

I.2. Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

Die Pensionskasse ist im Register für die berufliche Vorsorge beim Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg eingetragen.

Zusätzlich ist sie dem BVG-Sicherheitsfonds angeschlossen und bezahlt Beiträge an diesen Fonds.

I.3. Rechtsgrundlagen und Reglemente

Die Tätigkeit der Pensionskasse wird geleitet von:

a) Rechtsvorschriften

- Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKG), teilweise geändert durch die Gesetze vom 2. Oktober 1996, vom 17. September 1997, vom 17. Oktober 2001 und durch die Verordnung des Staatsrats vom 22. März 2005.
- Verschiedene Erlasse des Staatsrates des Kantons Freiburg

b) Interne Reglemente

- Organisationsreglement und Richtlinien vom 22. Februar 2006, welche die Vermögensverwaltung regeln
- Reglement der Immobilienkommission vom 3. April 1989
- Reglement der Baukommission vom 30. Mai 1989
- Reglement der Verwaltungskommission vom 1. Juni 2005
- Reglement über die technischen Rückstellungen vom 1. September 2006

I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Präsident / Verwaltung

Der Vorstand der Pensionskasse besteht aus zwölf Mitgliedern, von denen sechs den Staat und sechs die Lohnbezüger vertreten.

Der Vorstand wird vom Finanzdirektor als zuständigem Direktionsvorsteher präsiert. (Art. 6 Abs. 5 PKG).

Am 31. Dezember 2006 setzte sich der Vorstand wie folgt zusammen:

<u>Vertreter des Staates</u>	<u>Vertreter Arbeitnehmer</u>
LÄSSER Claude, Präsident	MUTRUX Gérald, Vizepräsident
CLEMENT Pierre-Alain	COLLAUD Germain
COLLAUD Paul	DELLEY Stéphane
HAYOZ Markus	MARTY René
STEPHAN Jacques	MINDEL Claude
VESIN Pierre	SAVOY Jean-Daniel

Verwalter der Pensionskasse ist Herr Claude Schafer.

1.4.2. Zeichnungsberechtigungen und Kompetenzen

Am 1. Mai 2005 ist eine neue Regelung der Zeichnungsberechtigungen und der Kompetenzen in Kraft getreten. Die Vertretung der Pensionskasse gegenüber Dritten erfolgt durch die Vorstandsmitglieder oder die zuständigen Sachbearbeiter mit Kollektivunterschrift zu zweien.

1.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde, Berater

1.5.1. Experte der beruflichen Vorsorge (Versicherungsmathematiker):

Pittet Associés S.A. in Genf

1.5.2. Revisionsstelle

NBA Audit S.A. in Villars-sur-Glâne

1.5.3. Aufsichtsbehörde

Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge Freiburg

1.5.4. Anlageberaterin

Coninco S.A. in Vevey

1.6. Angeschlossene Arbeitgeber

Die Arbeitgeber, welche der Pensionskasse angeschlossen sind, setzen sich wie folgt zusammen:

	Anzahl angeschlossene Arbeitgeber per :	
	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>
- Staat Freiburg und seine Anstalten	14	14
- Gemeinden und Gemeindeverbände	10	10
- Andere direkt mit dem Staat verbundene Institutionen	28	28
Total	<u>52</u>	<u>52</u>

II. Aktive Mitglieder und Rentner – demographisches Verhältnis**II.1. Aktive Versicherte**

	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	13'558	13'298	260
BVG-Vorsorgeregelung	551	525	26
Total	14'109	13'823	286
<u>Durchschnittliches Alter</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	41.50	41.25	0.25
BVG-Vorsorgeregelung	37.66	37.66	0.00

II.2. Pensions- und Rentenbezüger

	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
<u>Pensions-Vorsorgeregelung</u>	3'085	2'922	163
Alterspension	2'032	1'865	167
Invalidenpension	334	337	- 3
Ehegattenpension	640	636	4
Waisenpension	66	73	- 7
Alters-Kinderpension	13	11	2
<u>BVG-Vorsorgeregelung</u>	118	116	2
Altersrente	75	74	1
Invalidenrente	23	23	0
Ehegattenrente	11	10	1
Waisenrente	6	6	0
Alters-Kinderrente	1	1	0
Invaliden-Kinderrente	2	2	0
Total	3'203	3'038	165

II.3. Total der Mitglieder

	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	16'643	16'220	423
BVG-Vorsorgeregelung	669	641	28
Total	17'312	16'861	451

II.4. Demographisches Verhältnis

Das demographische Verhältnis entspricht dem Anteil zwischen der Anzahl Rentenbezüger und der Zahl der aktiven Versicherten, das heisst:

	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>Variation</u>
Pensions-Vorsorgeregelung	22.75%	21.97%	0.78
BVG-Vorsorgeregelung	21.42%	22.10%	-0.68
Global	22.70%	21.98%	0.72

III. Art der Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse

III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne

Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg hat zwei Vorsorgepläne: Die Pensions-Vorsorgeregelung für das Personal, das in einem öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnis steht und einer dauerhaften Haupttätigkeit im Dienst des Staates und/oder einer mit dem Staat verbundenen Institution nachgeht, und die BVG-Vorsorgeregelung für das Aushilfs- und Temporär-Personal (Anstellung für eine Dauer von weniger als einem Jahr)..

Die Pensions-Vorsorgeregelung basiert auf dem Leistungsprimat, berechnet auf der aufgewerteten Summe der koordinierten Löhne. Diese Finanzierung im sogenannten Leistungsprimat der aufgewerteten Summe der koordinierten Löhne ist dem finanziellen Gleichgewicht der Kasse zuträglich. Mit der Berücksichtigung des Durchschnitts der koordinierten Löhne fällt eine starke Erhöhung der aktuellen Löhne, besonders am Ende der beruflichen Laufbahn, nicht so stark ins Gewicht, was diese Finanzierung vom Leistungsprimat des letzten Lohnes unterscheidet. Diese Finanzierung bietet so eine gewisse Flexibilität, denn mangels Aufwertung gleicht diese einem System im Beitragsprimat. Wenn aber die Aufwertung vollständig ist, entspricht die Finanzierung theoretisch einer Finanzierung im Leistungsprimat des letzten Lohnes.

Die BVG-Vorsorgeregelung ist ein Beitragsprimat für die Sparversicherung und die Risikoabdeckung.

III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden

III.2.1. Pensions-Vorsorgeregelung

Die Pensions-Vorsorgeregelung beruht auf einem gemischten Finanzierungssystem (Teilkapitalisierung), wobei die Mittel der Kasse mindestens die Verpflichtungen gegenüber den Rentenbezüglern abdecken müssen.

Der globale Beitragssatz für das Jahr 2006 beträgt 19.5% der koordinierten Löhne; er ist mit 11.5% zu Lasten der Arbeitgeber (d.h. 59%) und mit 8% zu Lasten der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer aufgeteilt. (d.h. 41%).

III.2.2. BVG-Vorsorgeregelung

Die Finanzierung der BVG-Vorsorgeregelung basiert auf einem Finanzierungssystem des Kapitaldeckungsverfahrens.

Der Sparbeitrag schwankt nach Alters- und Geschlechtsgruppen zwischen 7 und 18% des koordinierten Lohnes. Die übrigen Beiträge in der Höhe von 2.4% decken die Kosten für die Risiken, die Finanzierung der Sondermassnahmen, die Beiträge an den BVG-Sicherheitsfonds und die Verwaltungskosten.

III.2.3. Andere Informationen über die Tätigkeit der Vorsorge

Keine.

IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze

IV.1. Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)

Die Jahresrechnung der Pensionskasse entspricht den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Da die Pensionskasse zwei Vorsorgepläne anwendet (Pensions-Vorsorgeregelung und BVG-Vorsorgeregelung), wurde eine ergänzende Betriebsrechnung ausgearbeitet, welche die verschiedenen Ergebnisse pro Vorsorgeregelung im Einzelnen aufzeigt. Dieses Dokument ist ein fester Bestandteil der Jahresrechnung und befindet sich in diesen Finanzunterlagen.

IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Bewertungsgrundsätze der Bilanzposten sind folgende:

- *Umsetzung der Werte in ausländischen Devisen*
Der Wechselkurs wurde per Bilanzdatum berücksichtigt.
- *Flüssige Mittel*
Sie wurden zum Nennwert berechnet.
- *Forderungen*
Sie wurden zum Nennwert berechnet. Die wirtschaftlich notwendigen Rückstellungen, die mit einem spezifischen Risiko verbunden sind, wurden direkt von den entsprechenden Aktiven in Abzug gebracht.
- *Wertschriften*
Die Obligationen, die Notes, die Aktien und die Anlagefonds wurden zu ihrem Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.

Die an der Börse nicht gehandelten Aktien sowie die Anteile wurden nach dem Eigenkapitalwert der Gesellschaft per Abschlussdatum bewertet. Dies unter Berücksichtigung möglicher stiller Reserven, die durch die Verwaltung der Gesellschaft mitgeteilt wurden.

- *Liegenschaften*
 - *Gebaute Liegenschaften*
Jede Liegenschaft wurde mit Hilfe der folgenden Parameter auf der Basis des Brutto-Mieterspiegels zum kapitalisierten Ertragswert bewertet:
 - Nettoendite von 4.5%
 - Durchschnittlicher Kostensatz der Betriebskosten der letzten fünf Jahre
 - Durchschnittliche Leerstände der letzten fünf Jahre
 - Pauschalerhöhung für einige subventionierte Liegenschaften
 - Erhöhung für besondere Sicherstellung
 - Baufähigkeit: Berücksichtigung der notwendigen Renovationen auf zehn Jahre
 - *Zu vermietende Liegenschaften (maximale Dauer 3 Jahre)*
Die Bewertung entspricht den Baukosten, wenn diese niedriger sind, als der mit dem Kapitalisierungsfaktor des letzten Rechnungsabschlusses kapitalisierte Ertragswert des Mieterspiegels. Andernfalls wird der genannte Ertragswert berücksichtigt.

- *Bauland*
Es wurde der Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.
- *Im Bau befindliche Liegenschaften*
Es wurde der aufgelaufene Wert der Baukosten berücksichtigt.
- *Renovationen*
Es wurde der aufgelaufene Wert der Renovationskosten berücksichtigt.

Für die Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

- *Darlehen an Arbeitgeber*
Die Termindarlehen des Staates Freiburg sind zum Nennwert berücksichtigt.
- *Andere Aktiven und Verpflichtungen*
Die anderen Forderungen und Verpflichtungen figurieren in der Bilanz zum Nennwert.
- *Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen*
Die statische Methode wird angewendet. Die Vorsorgekapitalien sind vom Versicherungsmathematiker bestätigt worden.

Die Rückstellung für die Aufwertung der versicherten Löhne basiert auf den gesetzlichen Bestimmungen der Kasse (PKG Art. 66).

V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Risiken / Deckungsgrad

V.1. Art der Risikodeckung

Die gedeckten Risiken sind Invalidität, Tod und Alter.

V.2. Erläuterung von Aktiven und Passiven aus Versicherungsverträgen

Die Pensionskasse ist eine unabhängige Kasse, die ihre Risiken vollständig versichert und daher nicht rückversichert ist.

V.3. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Vorsorge- regelung)

a. Entwicklung:

	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>	<u>Veränderung</u>
Altersguthaben der aktiven Versicherten	7'051'404	6'311'286	+ 740'118

b. Verzinsung:

Zinssatz der Guthaben	4.00 %	2.50 %	1.5 %
-----------------------	--------	--------	-------

V.4. Entwicklung des Deckungskapitals für aktive Versicherte im Leistungsprimat (Pensions-Vorsorgeregelung)

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Freizügigkeitsleistung (FLZ) zu Beginn der Periode	1'397'604'626	1'299'350'656
Veränderung:		
+ Zunahme der FZL durch aktive Versicherte	85'452'597	82'049'079
+ Zunahme der FZL durch versicherte Neueintritte	35'914'999	52'233'328
- Abnahme der FZL durch versicherte Austritte	- 41'335'374	- 36'028'437
<i>Total der jährlichen Veränderung</i>	<u>80'032'222</u>	<u>98'253'970</u>
Freizügigkeitsleistung per Ende der Periode	1'477'636'848	1'397'604'626

Die Abnahme der Reserve um CHF 18'221'748 (CHF 80'032'222 ./ CHF 98'253'970) gegenüber dem Vorjahr beruht hauptsächlich auf der Abnahme der Freizügigkeitseinlagen der Neueintritte: CHF 35.9 Mio. im 2006 zu CHF 52.2 Mio. im 2005.

V.5. Technische Rückstellung für die Aufwertung der Summe der versicherten Löhne

Die Kasse hat die Summe der versicherten Löhne per 1. Januar 2007 um 3% d.h. CHF 31.5 Mio. aufgewertet. Diese Aufwertung berücksichtigt insbesondere die Teuerungsanpassung der Löhne des Staatspersonals per 1. Januar 2007.

V.6. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach dem BVG der aktiven Versicherten der Pensions-Vorsorgeregelung

a. Entwicklung:

	<u>31.12.2006</u>	<u>31.12.2005</u>	<u>Veränderung</u>
Altersguthaben der aktiven Versicherten	726'500'344	691'090'353	35'409'991

b. Verzinsung:

Zinssatz der Guthaben	2.50 %	2.50 %	0 %
-----------------------	--------	--------	-----

V.7. Entwicklung des Vorsorgekapitals der BegünstigtenPensions-Vorsorgeregelung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2006 CHF	2005 CHF	2006/2005 CHF	2005/2004 CHF	2006/2005 %	2005/2004 %
Rentner	852'734'713	763'076'847	89'657'866	60'906'221	+ 11.7	+ 8.7
Invalide	126'406'679	126'676'341	- 269'662	1'561'730	- 0.2	+ 1.2
Ehepartner	128'394'562	128'821'461	- 426'899	1'393'618	- 0.3	+ 1.1
Waisen	4'285'772	4'995'486	- 709'714	245'315	- 14.2	+ 5.2
Alters-Kinderrente	244'110	257'415	- 13'305	- 35'588	- 5.2	- 12.1
Total	1'112'065'836	1'023'827'550	88'238'286	64'071'296	+ 8.6	+ 6.7

BVG-Vorsorgeregelung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2006 CHF	2005 CHF	2006/2005 CHF	2005/2004 CHF	2006/2005 %	2005/2004 %
Rentner	3'501'961	3'384'646	117'315	128'207	+ 3.5	+ 3.9
Invalide	2'601'662	2'596'432	5'230	15'197	+ 0.2	+ 0.6
Ehepartner	711'773	698'306	13'467	- 227	+ 1.9	-
Waisen	128'720	144'432	- 15'712	- 12'710	- 10.9	- 8.1
Alters-Kinderrente	8'989	9'753	- 764	8'800	- 7.8	+ 923.4
Invaliden-Kinderrente	11'156	13'641	- 2'485	180	- 18.2	+ 1.3
Total	6'964'261	6'847'210	117'051	139'447	+ 1.7	+ 2.1

Am 1. Januar 2006 betrug die Indexierung der Pensionen und Renten 1%.

V.8. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das letzte Gutachten wurde im August 2006 auf Grund der Jahresrechnung per 31. Dezember 2005 durchgeführt. Die Pittet Associés SA bestätigt, dass das finanzielle Gleichgewicht der Kasse in Anbetracht der Finanzierung des Vorsorgeplanes, der angewendeten finanziellen Systeme und der Staatsgarantie gewährleistet ist.

V.9. Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die mathematischen Reserven wurden auf Grund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2000 bestimmt. Der technische Zinssatz der Pensionskasse beträgt 4.5%.

V.10. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Staatsgarantie nach statischer Lage

Der Deckungsgrad und der Betrag der Staatsgarantie für die kapitalisierte technische Unterdeckung sind folgende:

	<u>31.12.2006</u> CHF	<u>31.12.2005</u> CHF
Netto-Vermögen (Aktiven der Kasse abzüglich der kurzfristigen Fälligkeiten)	2'388'897'886	2'200'381'704
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellung	- 2'635'214'327	- 2'471'276'929
Technische Unterdeckung – Staatsgarantie (*)	- 246'316'441	- 270'895'225
Deckungsgrad	90.6 %	89.0 %

(*) Der Staat garantiert jederzeit das finanzielle Gleichgewicht nach Art. 16 des Gesetzes über die Pensionskasse.

VI. Erläuterungen der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage**VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlageregung**

Die Finanzanlagen wurden den folgenden Einrichtungen anvertraut:

- Freiburger Kantonalbank – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille
- FTI Suisse SA in Genf – Verwaltung von zwei ausländischen Obligationenportefeuilles, hinterlegt bei der Bank Pictet & Cie in Genf
- Crédit Suisse in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Ausland
- UBS in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Europa sowie Obligationen Ausland
- IAM SA in Genf – Verwaltungsmandat Aktien Schweiz

Die Liegenschaftsverwaltung erfolgt durch:

- Régie de Fribourg SA in Freiburg
- Gestions Martin SA in Estavayer-le-Lac
- Foncia Geco Sarine SA in Freiburg
- Régie Châtel SA in Châtel-St-Denis
- Régie Verbel SA in Lausanne

VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterungen mit Ergebnis des Berichts (Art. 59 BVV 2)

Der Vorstand hat keine Erweiterung gemäss Art. 59 BVV 2 beschlossen.

VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve

Entsprechend den Berechnungen der Anlageberaterin Coninco SA hat der Vorstand die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve wie folgt festgelegt:

Die Pensionskasse des Staatspersonals, die eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung ist, kann nach Artikel 45 BVV 2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Nach Artikel 48 BVV 2 und in Anbetracht der strategischen Allokation, die durch die Kasse zum Zeitpunkt der Bilanzerstellung gewählt wurde, betragen die für die Deckung von 68.3% der Fälle erforderlichen Wertschwankungsreserven CHF 136.8 Millionen. Dies ist der erforderliche Mindestbetrag, um einen starken Marktrückgang während einem Jahr aufzufangen, der 4.6 Punkten des Deckungsgrades entspricht.

Die folgende Tabelle zeigt die Zuweisung an die Wertschwankungsreserve nach Aktivposten und in Prozent des investierten Betrags:

		<u>31.12.06</u>	<u>31.12.05</u>
Konfidenzlevel	68.30 %	MioCHF	MioCHF
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	0.00 %	0.0	0.0
Obligationen Schweiz	2.50 %	2.3	1.3
Obligationen Ausland	5.00 %	13.6	12.8
Aktien Schweiz	20.00 %	50.4	51.1
Aktien Ausland	22.50 %	70.5	69.2
Liegenschaften	0.00 %	0.0	0.0
		-----	-----
		Total	
		136.8	134.4
		=====	=====

Grenzen des Modells

Bei der Berechnung der notwendigen Reserven geht man von einer normalen Rendite der Aktiven aus. Empirische Studien zeigen, dass die finanziellen Aktiven von der Normalverteilung abweichen können. Einerseits treffen extreme Ereignisse tendenziell häufiger ein, als es die Normalverteilung vorsieht. Andererseits sind die Renditen bestimmter Finanzaktiven asymmetrisch. Infolgedessen kann sich die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve, die unter der Normalitätshypothese vorgeschlagen wurde, von der wirtschaftlichen Wirklichkeit mehr oder weniger entfernen.

Man muss hervorheben, dass nach der Empfehlung Swiss GAAP FER 26 die Vorsorgeeinrichtungen mit Garantiezusagen von öffentlich-rechtlichen Körperschaften keine Wertschwankungsreserven in der Bilanz bilden können, wenn ihr Deckungsgrad nicht mindestens 100 % beträgt.

VI.4. Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien

	Beträge per <u>31.12.2006</u>	in % des <u>Vermögens</u>	Begrenzungen <u>BVV 2</u>	SAA	Taktische Bandbreite <u>Min</u>	<u>Max</u>
	CHF					
Begrenzungen nach Kategorien der Anlagen						
Forderungen Schweiz	771'363'208	32%	100%	33%	0.00%	68.00%
Forderungen Ausland	389'117'540	16%	20%	10%	7.50%	12.50%
Aktien Schweiz	255'804'479	11%	30%	10%	7.50%	20.00%
Aktien Ausland	313'547'037	13%	25%	10%	5.00%	17.50%
Liegenschaften	668'315'528	28%	50%	37%	25.00%	40.00%
Total Vermögen	2'398'147'792	100%				
Globale Begrenzungen						
Aktien	569'351'517	23.74%	50%			
Realwert	1'237'667'045	51.61%	70%			
Anlagen Ausland	702'664'577	29.30%	30%			

SAA = *Strategic asset allocation* = *Strategische Asset Allocation*

Die Überschreitung der Forderungen Ausland hinsichtlich der taktischen Bandbreite ist vorübergehend und wird im Laufe des Jahres 2007 wieder hergestellt.

VI.5. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

Im Laufe des Jahres 2006 wurde kein Derivat benutzt.

VI.6. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending

Die Pensionskasse erlaubt kein «Securities Lending»

VI.7. Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

<i>(In tausend CHF)</i>	Zinsen Dividenden	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	nicht realisierte Gewinne	nicht realisierte Verluste	Kosten	Total 2006
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	9'346	5'056	-7'387	3'563	-2'848	-4	7'726
Obligationen Schweiz	1'739		-2	12	-717		1'033
Obligationen Ausland	11'240	1'470	-4'470	6'745	-10'843		4'142
Aktien Schweiz	4'553	6'886	-440	37'427	-243		48'183
Aktien Ausland	6'935	9'999	-3'426	45'373	-9'518		49'363
Anteile	50						50
Darlehen an Arbeitgeber	7'337						7'337
Verwaltungskosten der Finanzanlagen						-4'803 ¹	-4'803
Netto-Ergebnis der Finanzanlagen	41'200	23'411	-15'725	93'120	-24'169	-4'807	113'031
	Mieten	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	Wert- anpassungen	Betriebs- kosten		
Liegenschaften	41'576	327	-9	2'194	-11'447 ²		32'641
Netto-Ergebnis der Anlagen							145'672

¹ Die Verwaltungskosten der Kapitalanlagen sind in den direkten Verwaltungskosten von CHF 78'957.-- inbegriffen.

² In den Betriebskosten der Liegenschaften sind die Verwaltungshonorare von CHF 1.682 Mio sowie die direkten Verwaltungskosten von CHF 548'898.-- inbegriffen.

VI.7.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen

<i>(In tausend CHF)</i>	2006	2005
Verwaltungskosten der Wertschriften	2'945	2'732
Beratungskosten	34	33
Nicht einforderbare Quellensteuer	940	1'194
Transaktionskosten und Stempelabgaben	884	997
Total	4'803	4'956

VI.7.2. Anlageleistungen

Die Netto-Performance der Gesamtanlagen der Kasse für das Jahr 2006 setzt sich wie folgt zusammen:

Anlagekategorien	Performance	
	2006	2005
Flüssige Mittel und Terminanlagen	1.27%	1.50%
Darlehen (inkl. Arbeitgeberdarlehen)	3.62%	3.33%
Obligationen Schweiz	1.35%	2.96%
Obligationen Ausland	1.41%	8.32%
Aktien Schweiz	20.63%	35.74%
Aktien Ausland	16.57%	26.68%
Anteile	1.30%	5.59%
Total der Finanzanlagen	7.51%	13.71%
Liegenschaften	4.90%	4.75%
Total der Kasse	6.76%	11.28%

VI.8. Erläuterungen der Anlagen beim Arbeitgeber

Die laufenden Darlehen sind folgende:

CHF 200 Mio. verzinst zum Satz von 3.5% vom 31.12.2001 bis 31.12.2013.
 CHF 10 Mio. verzinst zum Satz von 3.375% vom 2.2.1999 bis 2.2.2009.

VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und Betriebsrechnung**VII.1. Terminanlagen und Darlehen**

Die Terminanlagen verfallen alle im Januar 2007.

Die Darlehen sind wie folgt unterteilt:

- Bankdarlehen für CHF 301.9 Mio.
- Darlehen an Gemeinden und Gemeindeverbände von CHF 15 Mio.

VII.2. Liegenschaften**VII.2.1. Allgemeines**

Am 31. Dezember 2006 ist die Kasse Eigentümerin von 109 Liegenschaften. Dies entspricht 4951 Objekten, d.h. ca 2300 Wohnungen, 2500 Garagen und Parkplätze sowie 170 Geschäftslokale.

VII.2.2. Wertentwicklung 2006 des Immobilienparks

(In tausend CHF)

Bezeichnung	Gebaute Liegenschaften	Liegenschaften Erstvermietung	Bauland	Liegenschaften im Bau	Renovationen	TOTAL
Buchwert 1.1.2006	526'351	0	18'780	55'625	6'481	607'237
Bewegungen 2006						
• Erwerb / Bau / Renovationen	52'632		354	19'978	-4'581	68'383
• Verkäufe	-8'682		-816			-9'498
• Veränderung	59'902	12'433	-1'166	-71'169		0
• Anpassung an den Zeitwert per 31.12.2006	6'309	-1'115	-3'000			2'194
Zeitwert 31.12.2006	636'512	11'318	14'152	4'434	1'900	668'316

Der durchschnittliche Kapitalisierungssatz der «gebauten Liegenschaften» beträgt per 31. Dezember 2006 6.68%.

VII.2.3. Liegenschaftsergebnis 2006

(In tausend CHF)

Bezeichnung	Gebaute Liegenschaften	Liegenschaften Erstvermietung	Bauland	Renovationen	TOTAL
Anpassung Immobilienobjekte an den Zeitwert per 31.12.2006	6'309	-1'115	-3'000		2'194
Nettoergebnis aus Verkäufen	252		65		317
Ergebnis Betriebsrechnung (inkl. allg. Erträge und Aufwendungen)	29'847	76	-64	271	30'130
Globalergebnis 2006	36'408	-1'039	-2'999	271	32'641
Performance 2006					4.90 %
Performance 2005					4.75 %
Betriebsertrag 2006					
Bruttoertrag					6.80 %
Nettoertrag					4.97 %
Betriebsertrag 2005					
Bruttoertrag					7.27 %
Nettoertrag					5.32 %

Die jährliche Performance 2006 basiert auf dem Globalergebnis des Immobilienparks gegenüber dem «Zeitwert» per 1. Januar 2006.

Die jährlichen Erträge basieren auf den Betriebsergebnissen im Verhältnis zum jährlichen durchschnittlichen «Investitionswert».

VII.2.4. Diverse Informationen

Die Bauzinsen der sich im Bau befindlichen Liegenschaften belaufen sich auf CHF 246'784 und sind in der Betriebsrechnung unter dem Liegenschaftsertrag verbucht.

Die Brandversicherungswerte der gebauten Liegenschaften betragen CHF 647'613'187.

VII.3. Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik «Anteile»)

Gesellschaft	Akitenkapital	Quotenanteil	
		2006	2005
Régie de Fribourg SA, Freiburg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Freiburg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde

Die Rechnung 2005 ist vom Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg bis jetzt noch nicht genehmigt worden.

IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage

IX.1. Unterdeckung / Erläuterung der getroffenen Massnahmen

Nach Art. 45 BVV 2 kann die Pensionskasse, die eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit Staatsgarantie ist und von der Aufsichtsbehörde dazu ermächtigt wurde, vom Finanzierungssystem des Kapitaldeckungsverfahrens abweichen. Nach Artikel 16 des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals hat die Kasse die Pflicht, über ein Nettovorsorgevermögen zu verfügen, welches wenigstens der Summe der Pensions- und Rentenvorsorge entspricht. Es empfiehlt sich, das kapitalisierte Vorsorgekapital der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregelung beizufügen. Das minimal verfügbare Kapital per 31.12.2006, muss CHF 1'119 Millionen betragen. Die Kasse erfüllt diese Vorschrift vollumfänglich, da sich das Nettovorsorgevermögen am oben erwähnten Datum auf CHF 2'389 Millionen beläuft.

IX.2. Teilliquidationen

Die Bedingungen und das Verfahren der Teilliquidationen sind in der Verordnung vom 9. November 2004 über den Anschluss von auswärtigen Institutionen an die Pensionskasse des Staatspersonals (SGF 122.73.12) festgelegt.

IX.3. Laufende Rechtsverfahren

Im Moment sind beim Verwaltungsgericht fünf Fälle Gegenstand eines Verfahrens. Für die Verpflichtungen, die sich aus diesen Rechtsstreiten ergeben, müssen keine besonderen Rückstellungen gemacht werden.

IX.4. Besondere Geschäftsvorfälle und Vermögens-Transaktionen

Bedingte Verpflichtungen – Es handelt sich um Terminwechseloperationen, die im Jahr 2006 abgeschlossen wurden, und deren Verwertung im Jahre 2007 stattfinden wird.

Datum		Verkauf		Kauf		Betrag in CHF per 31.12.06
von Verpflichtung	bis Verwertung	Währung	Betrag	Devise	Betrag	
13.11.2006	16.05.2007	USD	9'596'529	JPY	1'106'000'000	11'705'367
13.11.2006	16.05.2007	EUR	6'780'890	JPY	1'010'000'000	10'914'860
14.11.2006	16.05.2007	EUR	1'548'851	USD	2'000'000	2'493'108
14.12.2006	16.05.2007	USD	1'300'000	EUR	973'925	1'585'675
Verpflichtungsbetrag per 31.12.2006						26'699'010

X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Keine

Dieses Dokument wurde durch den Vorstand der Pensionskasse an der Sitzung vom 21. März 2007 angenommen.

Freiburg, den 21. März 2007